

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AOÛT 1928

Projet de loi sur les délais et significations en matières civile, commerciale et répressive.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint sur les délais et significations en matières civile, commerciale et répressive.

Ce projet, élaboré par le comité permanent du conseil de législation a pour but principal d'abréger les instances, en modifiant les dispositions relatives aux délais de procédure. Ces délais ont été établis à une époque où les moyens de communication étaient rares. Le code civil, le code de procédure civile et le code d'instruction criminelle, qui règlent le plus grand nombre des délais de procédure, ont été promulgués en 1804, 1806 et 1808. Les modes de circulation se sont singulièrement transformés depuis lors, de telle sorte que l'augmentation du délai à raison d'un jour par trois myriamètres, pour les actes à signifier en Belgique, paraît aujourd'hui quelque peu surannée.

Si, d'autre part, on compare les délais à l'étranger et les délais en Belgique, il est facile de constater que nos nationaux sont appelés devant les tribunaux étrangers avec des délais très courts, alors que les étrangers qui comparaissent devant les tribunaux belges bénéficient au contraire de délais considérables.

Enfin, le mécanisme du Code de procédure civile est compliqué au point de vue du calcul des délais. Il oblige, en effet, la plupart du temps ceux qui sont chargés de rédiger les actes à signifier, à se préoccuper du nombre de kilomètres, ce qui est souvent difficile et embarrassant et met en jeu la responsabilité des officiers ministériels.

Aussi l'abréviation des délais et la simplification du système de computation des délais sont-elles sollicitées depuis longtemps par tous les hommes d'affaires.

La Belgique a d'ailleurs été précédée dans cette voie par la France, où les lois des 3 mai et 2 juin 1862 et celle du 13 mars 1922, à l'exposé des motifs de laquelle sont empruntées les considérations qui précèdent ont réduit les délais et substitué un système de délais fixes à celui des délais variables d'après le nombre de myriamètres.

En 1869, le Gouvernement, faisant siennes les conclusions de la Commission extra-parlementaire chargée de la revision du code de procédure civile, a déposé

un projet de loi qui réalisait la réforme qui fait l'objet du présent avant-projet. Le rapport de la Commission qui était joint au projet de loi et qui servait d'exposé des motifs, disait :

« XVI. — Nous avons radicalement modifié la matière des délais de l'ajournement. Un délai uniforme pour tout le royaume nous a paru préférable à des délais calculés suivant la distance ; la facilité des communications dans un territoire peu étendu justifie assez cette innovation. Déjà la loi du 17 avril 1835, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 2), l'avait consacrée en cette matière spéciale. Elle a d'ailleurs une analogie parfaite avec le changement que la loi du 2 février 1845 a apporté à l'article 1^{er} du code civil, quant au délai après lequel une loi publiée devient obligatoire. Un essai du même genre avait déjà été tenté dans le code Guillaume, articles 8 et 9. Notre article 24 aplanira beaucoup de difficultés ; le délai de dix jours a paru largement suffisant, c'est même le délai qu'a admis la loi précitée de 1845.

» XVII. — L'article 73 nécessitait depuis longtemps une revision complète.

» D'une part, la Belgique ayant été séparée de la France, en 1814, pour former avec la Hollande le royaume des Pays-Bas, on ne comprenait plus les distinctions adoptées dans cet article, alors surtout que l'île d'Elbe et l'île de Capraja n'appartenaient plus à la France, et que l'île de Corse est fort éloignée de notre pays. Une discussion avait même surgi, à cet égard et on avait soutenu l'abrogation partielle de l'article 73 par la force des choses et les résultats des révolutions politiques. Il était bien temps d'y mettre quelque clarté.

» D'autre part, et ceci est plus important, on était d'accord que les délais de procédure, et notamment ceux de l'article 73, étaient infiniment trop longs, eu égard à la facilité actuelle des communications, à la locomotion par la vapeur tant sur mer que sur terre, au réseau de voies ferrées qui sillonne toute l'Europe, enfin à la télégraphie électrique. Notre loi du 15 août 1854 avait fait un timide essai, en portant à 5 myriamètres, au lieu de 3, la distance exigée pour un jour supplémentaire aux délais dont elle s'occupe.

» C'était une idée empruntée à la loi française du 2 juin 1841.

» En France, les lois des 3 mai et 2 juin 1862 sont entrées plus hardiment dans cette voie. Nous ne pouvons qu'imiter cet exemple ». (*Documents parlementaires*. Session 1869-1870. Chambre des Représentants, p. 209.)

Depuis 1869, les facilités de communications se sont tellement accrues que les délais proposés à cette époque paraissent aujourd'hui inutilement longs.

* * *

La suppression des délais de distance a pour corollaire la prolongation des délais très courts qui, prévus pour un rayon peu étendu, seraient insuffisants pour toute la Belgique.

Il a paru opportun de porter d'une manière générale les délais inférieurs à six jours y compris le *dies ad quem*, mais susceptibles d'augmentation en Belgique, à six jours pour tout le royaume.

C'est ainsi que les délais de citation devant les tribunaux de paix et les juridictions répressives seront uniformément de six jours pour toute la Belgique.

Les délais prévus par le code de 1896 pour les citations données devant les

tribunaux de paix ne se concilient d'ailleurs plus avec l'importance croissante de cette juridiction, dont la compétence ne cesse de s'étendre. Les délais prévus par les codes pour les comparutions devant les juridictions répressives ne paraissent pas tenir compte suffisamment des droits de la défense. Il a paru opportun de porter ces délais à six jours pour toute la Belgique, lorsque la loi ne prévoit pas de délai plus long. La faculté d'obtenir, en cas de nécessité, l'abréviation des délais pare, d'ailleurs, à tous les inconvénients que la prolongation des délais très courts pourrait entraîner.

Exceptionnellement quelques délais que le code de procédure civile a fixés à un jour n'ont été portés qu'à trois jours. Prolonger ces délais à six jours eût retardé inutilement la marche des procédures.

C'est ainsi que le délai des ajournements devant les tribunaux de commerce est fixé à trois jours, délai suffisant eu égard à l'exiguïté du territoire belge qui peut être traversé en quelques heures.

La différence que fait le projet entre les citations en justice de paix et le délai de l'ajournement devant les tribunaux de commerce se justifie par la grande célérité qu'exige la procédure en matière commerciale. La faculté réservée au juge de prolonger le délai, quand il y a lieu de craindre que la partie n'ait pu être touchée en temps utile, obvie d'ailleurs aux inconvénients que la brièveté du délai pourrait entraîner.

* * *

Le projet a pour but accessoirement de débarrasser la matière des délais des nombreuses controverses qui l'embroussaillent. Il est peu de matières plus difficiles que celle des délais, en raison de l'incertitude qui résulte de ces controverses.

Le projet a tenu compte, pour résoudre chacune des questions controversées, de l'évolution doctrinale et jurisprudentielle. Il se borne, en général, à consacrer les solutions admises par la jurisprudence la plus récente.

L'objet précis de chacune des dispositions proposées sera expliqué sous chacun des articles du texte proposé.

Le projet introduit une autre innovation importante : la suppression de la péremption d'instance et de la péremption des jugements par défaut faute de comparaître. La péremption d'instance est sans application devant toutes les juridictions importantes du pays, en raison d'une déclaration que les avouésfont à l'appel général des causes. La péremption des jugements par défaut est sans utilité, puisqu'il est toujours loisible à celui qui a obtenu le jugement d'en obtenir un nouveau quand il a laissé périmer le premier; cette péremption a pour effet d'enlever, dans la plupart des cas, toute efficacité aux jugements pris contre une partie qui demeure hors de l'Europe.

Il est, en effet, souvent impossible d'exécuter ces jugements dans un délai de péremption.

* * *

L'article premier abroge toutes les dispositions, tant générales que spéciales, prévoyant augmentation des délais à raison des distances.

Cet article porte à six jours, sauf exception, pour toute la Belgique, les délais plus courts qui étaient susceptibles d'augmentation, et substitue au délai de six jours, pour ceux qui demeurent hors de la Belgique, les délais prévus, pour les ajournements, par l'article 73 du code de procédure civile, tel qu'il est modifié par l'article II du présent projet.

L'article premier s'applique à tous les délais légaux, qu'ils soient prévus par un code, une loi ou un arrêté en matière civile, commerciale ou répressive. L'article ne vise pas, par contre, les délais fixés par les lois et règlements administratifs, non plus que les délais conventionnels ou judiciaires. Cet article abroge toute augmentation de délai légal à raison de la distance pour ceux qui demeurent en Belgique, tant en matière civile que commerciale ou répressive. Cet article abroge également les augmentations de délais prévues par l'article 1033 du code de procédure civile et celles prévues par des dispositions particulières de codes, lois ou ordonnances.

Désormais aucun délai légal de droit privé ne sera plus susceptible d'augmentation pour ceux qui demeurent en Belgique.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article I visent exclusivement les délais légaux pour lesquels les augmentations de délai à raison des distances sont spécialement prévues, peu importe d'ailleurs que la disposition qui prévoit l'augmentation soit insérée dans un code, une loi ou une ordonnance, qu'il s'agisse de matière civile, administrative ou répressive ces deux alinéas ne concernent pas les délais en matière administrative, non plus que les délais conventionnels ou judiciaires.

Le délai de six jours prévu dans cet article, comme les délais prévus aux articles II et VI, ne sont pas des délais francs. Cela résulte de la règle générale inscrite à l'article III, qui dispose que le *dies a quo* n'est pas compté, mais que le *dies ad quem* est compté dans tout délai.

L'article VI détermine limitativement les cas où n'est pas porté à six jours un délai actuellement inférieur à six jours, mais susceptible d'augmentation.

La disposition inscrite dans le dernier alinéa de l'article I, qui dispose que tout délai dont l'augmentation à raison des distances est spécialement prévu pour ceux qui demeurent en Belgique, est remplacé par les délais de l'article 73 pour ceux qui demeurent hors de la Belgique, consacre une solution généralement admise en doctrine et en jurisprudence.

*
* * *

L'article 2 modifie l'article 73 du code de procédure civile, qui fixe les délais des ajournements pour les parties domiciliées hors de la Belgique. C'est ici que la modification était le plus nécessaire.

D'après le système du code un délai de deux mois était accordé pour ceux qui demeurent en Angleterre et dans les Etats limitrophes de la Belgique; de quatre mois, pour ceux qui demeurent dans les autres Etats de l'Europe; de six mois, pour ceux qui demeurent hors d'Europe, en deçà du cap de Bonne Espérance; d'un an, pour ceux qui demeurent au delà.

De tels délais sont devenus tout à fait excessifs; il suffit de les comparer avec les délais postaux actuels pour constater qu'ils constituent un véritable anachronisme. C'est ainsi, par exemple, qu'une lettre met au maximum deux jours pour arriver d'Angleterre en Belgique; il en est de même de France, du Grand-Duché de Luxembourg. Un défendeur, domicilié dans ces différents pays, assigné devant le tribunal civil de Bruxelles, n'a pas besoin de plus de quinze jours quand il demeure en France ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, d'un mois quand il demeure dans un autre pays de l'Europe (la Russie exceptée), pour assurer sa défense, en prenant un avoué à Bruxelles, alors surtout qu'il est toujours assuré d'obtenir encore de nombreuses remises pour conclure, puis pour plaider. De

même encore, on ne comprend plus du tout actuellement la nécessité d'un délai de six mois pour un défendeur domicilié au Canada, aux Etats Unis ou au Brésil, alors que les délais postaux entre la Belgique et ces différents pays sont au maximum de seize jours.

Une réforme s'imposait donc, et elle s'imposait d'autant plus qu'un grand nombre d'Etats étrangers avaient déjà pris les devants pour abréger les délais judiciaires des assignations délivrées aux défendeurs domiciliés au loin pour comparaître devant leurs tribunaux respectifs.

C'est ainsi qu'en France, les lois du 3 mai et 2 juin 1862, puis celle du 13 mars 1922 ont considérablement abrégé les délais pour l'étranger.

Pour réaliser la réforme, on pouvait envisager différents systèmes. C'est celui qui a prévalu en France qui a été adopté par le projet. Le nouveau texte de l'article 73 a prévu cinq zones. Les délais seront de quinze jours pour la première zone, un mois pour la seconde, deux mois pour la troisième, trois mois pour la quatrième et cinq mois pour la dernière.

La première zone comprend la France continentale et le Grand-Duché de Luxembourg, Etats pour lesquels il n'y a pas lieu, comme c'est le cas pour d'autres pays limitrophes de la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas, de recourir pour les significations à la voie diplomatique.

La seconde zone comprend les autres Etats de l'Europe, la Russie exceptée.

La troisième zone comprend la Russie, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada.

La quatrième zone comprend les autres pays de l'Afrique et de l'Amérique et l'Asie mineure.

La cinquième zone comprend les pays qui ne sont pas compris dans les quatre premières.

La disposition finale de l'article 2 dispose que les délais prévus pour ces différentes zones sont susceptibles d'abréviation. Cette disposition consacre la solution donnée par la jurisprudence belge à la question fort controversée de savoir si les délais prévus pour ceux qui demeurent à l'étranger sont susceptibles d'abréviation, comme le délai d'ajournement à ceux qui demeurent en Belgique, délai pour lequel l'abréviation est expressément prévue par l'article 72 du code de procédure civile.

L'insertion de cette disposition dans l'article 70 permet l'abréviation des délais pour l'étranger dans tous les cas où la durée du délai est déterminée par renvoi à l'article 73. Tout délai de signification ou de notification pour l'étranger est susceptible d'abréviation. L'autorisation de notifier ou de signifier à bref délai est accordée sur requête par les présidents de cours et tribunaux ou, le cas échéant, par le juge de paix. La requête doit être signée par un avoué, si la juridiction en comporte.

Le terme « demeuré », dans l'article 73 nouveau, a la même portée que dans l'article 73 ancien. Celui qui demeure dans un pays étranger est celui qui, n'ayant en Belgique ni domicile ni résidence, a dans ce pays un domicile ou une résidence.

*
* *

L'article 3 abroge l'article 1033 du code de procédure civile, qui dispose que ni le jour de la signification ni celui de l'échéance ne sont comptés pour le délai général fixé pour les ajournements, sommations et autres actes faits à personne ou à domicile, que ce délai est augmenté d'un jour à raison de trois myriamètres

de distance et que cette augmentation est du double, quand il y a lieu à voyage ou envoi et retour.

Ni la doctrine, ni la jurisprudence n'ont pu s'accorder sur les cas d'application de l'article 1033. La question de savoir quels sont les délais qui, en vertu de cet article, sont francs et quels sont ceux qui sont susceptibles d'augmentation à raison des distances, est controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence.

Pour mettre fin aux difficultés qui résultent de ces controverses, il a paru opportun d'abroger les règles qui y donnent lieu. En abrogeant les seules dispositions générales relatives à ces deux objets, le projet a implicitement supprimé toute franchise de délai en dehors des cas où une disposition spéciale de la loi a statué qu'un délai était franc. Le projet a d'ailleurs prévu une augmentation corrélatrice de ceux des délais que la suppression de la franchise eût rendus trop courts. L'augmentation des délais, par suite de la suppression de la franchise, ne paraît pas nécessaire en dehors des cas expressément prévus par le projet, à raison de l'accélération du rythme de la vie depuis l'époque où ces délais ont été établis. La règle de l'article 1033 concernant la franchise des délais était d'ailleurs arbitraire et condamnée par toute la doctrine. Les auteurs sont d'accord pour admettre qu'en principe un délai n'est pas franc, que le *dies ad quem* doit être compté dans le délai. (AUBRY et RAC, *Cours de droit français*, 5^{me} édit. t. I, p. 243 — BOUTARD, COLMET - PANGE et GLASSON, *Leçons de procédure civile*, 15^{me} édit. 1890, t. I, N° 256 et suiv. GARSONNET et CÉSAR BRU, *Traité de procédure civile*, 3^{me} édition t. II, 1912, N° 71). Ainsi disparaît la controverse sur le point de savoir si les délais qui, bien qu'ayant pour point de départ une signification à personne, sont établis avec obligation de faire un acte *dans* ou *pendant* un délai déterminé ou stipulation que l'acte ne peut être fait *après* tel délai, ne sont pas francs, par dérogation à la règle de l'article 1033. Désormais il sera hors conteste que le *dies ad quem* doit être compté dans ces délais, comme dans les autres qu'aucune disposition spéciale ne qualifie francs.

L'abrogation de la règle inscrite dans l'article 1033 qui prévoyait l'augmentation des délais de signification est un corollaire de celle inscrite dans l'article I qui supprime toute augmentation à raison des distances, pour ceux qui demeurent en Belgique.

Il a paru opportun d'insérer sous l'article 1033, quelques règles généralement admises par la doctrine et la jurisprudence, auxquelles la consécration légale fait défaut.

Le § 1 de l'article 1033 nouveau contient trois règles relatives à la computation des délais qui sont communes à tous les délais de droit privé, délais légaux, judiciaires ou conventionnels en matière civile, commerciale ou répressive.

1° Les délais fixés par jours se comptent de jour à jour, ceux qui sont fixés par mois ou par année, du quantième du mois du départ au jour précédant le quantième du mois de l'échéance.

Le calcul de jour à jour, c'est à dire l'espace de vingt-quatre heures qui s'étend de minuit à minuit, n'est pas prescrit par le code de procédure civile, mais il est conforme à une tradition constante qui remonte au droit romain, et avec laquelle le code de procédure civile n'a pas rompu. Le code civil a fait application de cette règle dans l'article 2200, qui dispose que la prescription se compte par jour et non par heure. Le texte nouveau consacre une solution traditionnelle qui évite

les difficultés qui ne manqueraient pas de s'élever sur l'heure à laquelle un acte a été fait, si cette solution n'avait pas prévalu.

Les bissextes sont comptés comme les autres jours dans les délais fixés par jour.

La règle que les délais fixés par mois ou par année se comptent de quantième à veille de quantième, n'est pas non plus écrite dans le code de procédure. La computation de quantième à quantième ajouterait un jour au délai, puisque l'on y compterait le même quantième une fois dans le mois initial et une fois dans le mois final. L'année bissextile, comme le mois de février de l'année bissextile, comptent respectivement comme une année ou un mois ordinaire. Quand un délai d'un mois commence à courir un quantième qui n'a pas de quantième correspondant dans le mois où le délai finit, le délai prend fin le dernier jour du mois. C'est ainsi qu'un délai d'un mois qui court à partir d'une signification qui est faite le 30 janvier et qui commence donc à courir le 31 janvier, finit le 28 février les années non bissextiles, le 29 février les années bissextiles.

La règle générale formulée dans l'article 1033, § 1, 1^{er}, ne déroge pas aux dispositions spéciales qui régissent la computation de certains délais. C'est ainsi que la durée d'un jour ou d'un mois d'emprisonnement continuera d'être respectivement de vingt-quatre heures et de trente jours par application de l'article 25 du code pénal.

Les règles de l'article 1033 relatives à la computation des délais ne sont pas d'ordre public. Il va de soi que le juge fixant un délai judiciaire, comme les parties en fixant un délai conventionnel, peuvent adopter un autre mode de computation des délais. S'il n'est pas établi que le juge ou les parties aient entendu déroger à la règle de droit commun de l'article 1033, cette règle sera applicable aux délais qu'ils fixent.

La consécration par le texte proposé des règles traditionnelles pré-indiquées mettra fin aux controverses sur la computation des délais de gestation et de majorité que certains auteurs entendent calculer de moment à moment. Désormais la computation de ces délais se fera conformément aux règles de l'article 1033.

2^o Le *dies a quo* n'est pas compté dans les délais qui sont fixés par jours, semaines, mois ou années. Le *dies ad quem* est compté dans ces délais.

Ces règles ne sont que l'application des principes généraux du droit et le corollaire de la règle que les délais établis par jours, semaines, mois ou années ne se comptent pas par heures.

La première de ces règles est consacrée par l'ancien texte de l'article 1033, pour les délais qui courent à partir d'une signification, alors que la seconde est exclue par cet article, qui prévoit la franchise des délais de signification.

Une jurisprudence constante décide que le jour qui sert de point de départ du délai, le *dies a quo*, ne compte pas dans les délais qui se comptent par jour, semaines, mois ou années, à moins que le législateur ou les parties n'aient exprimé formellement la volonté de compter le *dies a quo*, comme c'est le cas dans les articles 302 du code civil et 5 de la loi du 17 août 1873, relative à la prescription en matière fiscale ou disciplinaire.

La doctrine et la jurisprudence admettent généralement que le *dies ad quem* doit être compté dans les délais autres que ceux visés par le texte de l'article 1033 dont l'abrogation est proposée. Elles estiment unanimement que la règle que ce texte formule est une mesure de faveur qui n'est qu'exceptionnellement applicable aux seuls délais de signification visés par cet article. La tendance de la doctrine

et de la jurisprudence est même nettement de restreindre l'application de la règle en ce qui concerne les délais de signification.

Le texte proposé, en excluant le *dies ad quem* dans tous les cas où un texte spécial ne qualifie pas le délai de franc, met fin aux difficultés résultant de l'incertitude qui règne sur la computation des multiples délais dont la nature franche ou non fait l'objet de controverses.

3° Les jours fériés sont comptés dans les délais comme les jours ouvrables. Cette règle souffre exception quand le dernier jour du délai est férié et qu'il s'agit de délais accordés pour faire des actes de procédure qui ne peuvent se faire qu'un jour ouvrable. Dans ce cas, le délai est prorogé jusqu'au plus prochain jour ouvrable.

La règle que les délais sont continus et que les jours fériés sont comptés dans des délais comme les autres, n'est pas inscrite dans la loi, mais est unanimement admise par la doctrine et la jurisprudence.

Les divergences se sont élevées sur le point de savoir si l'échéance doit être prorogée au lendemain, lorsque le dernier jour du délai est un jour férié. Une partie de la doctrine et de la jurisprudence interprète l'article 1033 comme prorogeant le délai au lendemain, quelle que soit la nature du délai, franc ou non, tandis qu'une autre partie décide que la prorogation au lendemain ne s'applique qu'aux délais francs.

En France, une loi du 13 avril 1895 a mis fin à la controverse en ajoutant à l'article 1033 la disposition suivante : « Toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain ».

En Belgique, une loi du 22 juillet 1927 porte dans son article 7 que « La disposition suivante est ajoutée à la fin du livre II, titre VII, du code d'instruction criminelle : Chapitre VI. — Disposition particulière.

» Lorsque le délai légal pour faire à un greffe un acte en matière répressive expire un jour où le greffe est fermé, l'acte y est valablement reçu le plus prochain jour d'ouverture de ce greffe ».

Cette disposition ne règle la difficulté qu'en matière répressive et au seul point de vue des actes à faire au greffe. Il a paru nécessaire d'étendre l'application du principe consacré par l'article 7 de la loi du 22 juillet 1927 à tous les délais de procédure en droit privé et à tous les cas où l'acte de procédure ne peut être fait qu'un jour ouvrable.

Le texte proposé n'étend pas la prorogation aux délais de droit public ni aux délais contractuels, non plus qu'aux cas où les actes peuvent être faits un jour férié, comme les significations en matière répressive.

La disposition générale proposée laisse subsister les dispositions spéciales qui excluent les jours fériés de certains délais, comme le second alinéa de l'article 53 de la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change.

* * *

Le § 2 énonce trois règles relatives aux notifications et significations. Elles sont applicables à toutes les notifications et significations de droit privé, qu'elles soient prévues par le code, par une loi particulière, par une convention. Elles ne le sont toutefois pas dans les cas où l'application est formellement exclue, soit par une disposition spéciale de la loi, soit par les parties ;

1° Lorsqu'une notification ou une signification a été faite à personne ou à domicile élu, le notifié ou le signifié n'a droit qu'au délai prévu pour ceux qui demeurent dans le lieu de la notification ou de la signification, à l'exclusion du délai prévu pour son domicile réel.

Cette disposition ne fait que consacrer une solution généralement admise par la doctrine et la jurisprudence. Elle étend à toutes les notifications et significations une règle formulée dans l'article 74 du code de procédure civile pour les ajournements donnés à personne en Belgique à des personnes domiciliées hors de la Belgique.

2° Les délais qui sont susceptibles d'augmentation pour ceux qui demeurent hors de la Belgique peuvent, si le cas requiert célérité, être abrégés. L'abréviation s'obtient sur requête adressée aux présidents des cours et tribunaux ou au juge de paix, selon que le cas rentre dans l'une ou l'autre de ces juridictions. La requête est signée par un avoué, quand la juridiction en comporte. L'ordonnance abrégative est transcrite sur la copie de l'exploit et signifiée avec ce dernier.

Ces dispositions consacrent des solutions admises par la doctrine et la jurisprudence. Elles étendent à toutes les notifications et significations l'application d'un principe formulé en matière d'ajournement dans les articles 672, alinéa second et 417 du code de procédure civile.

L'abréviation en vertu de la disposition proposée, comme celle des articles 6, 72 et 417, peut porter aussi bien sur les délais prévus pour ceux qui demeurent en Belgique que sur les délais prévus pour ceux qui demeurent hors de la Belgique.

3° Lorsque les délais de notification et de signification ne sont pas observés, il est sursis à toute procédure non contradictoire jusqu'à l'expiration du délai légal.

L'inobservation du délai n'entraîne jamais nullité de l'acte notifié ou de l'exploit signifié.

Si les cours et tribunaux estiment le délai légal insuffisant, ils peuvent surseoir à procéder jusqu'à l'expiration du délai qui leur paraît nécessaire.

Ces dispositions s'écartent des règles tracées par l'article 5 du code de procédure civile et par l'article 146 du code d'instruction criminelle, qui édictent la nullité des exploits dans lesquels les délais n'ont pas été observés, et abrogent ces articles en tant qu'ils commencent la nullité des citations faites à un délai trop court. Elles mettent fin à la controverse sur le point de savoir si l'inobservation du délai légal dans les ajournements entraîne la nullité des ajournements.

L'adoption du texte proposé aurait pour effet de mettre hors conteste la validité des exploits dans lesquels le délai légal n'a pas été observé ou dans lesquels le délai a été inexactement indiqué. Elle ne peut compromettre les droits du signifié, puisque le texte proposé prohibe à peine de nullité qu'il soit procédé avant l'expiration du délai légal si ce n'est du consentement exprès ou tacite de l'assigné.

Lorsque le délai légal n'a pas été observé, aucun acte de procédure ne pourra être fait valablement quand le cité ou l'ajourné fait défaut, ou même quand, comparissant, il invoque le bénéfice du délai.

La nullité de la procédure faite avant l'expiration du délai pourra toutefois être ultérieurement couverte expressément ou tacitement par l'assigné.

La solution consacrée par les textes proposés est conforme aux tendances de la jurisprudence qui restreint de plus en plus les cas de nullité de procédure.

*
* * *

Le § III énonce une règle qui n'est applicable qu'aux délais d'ajournement et de citation.

Si l'assignation a été donnée à un délai plus long que celui qui est fixé par la loi, la partie défenderesse pourra sommer la partie demanderesse de comparaître à une audience plus rapprochée, en lui laissant le délai légal.

Cette disposition figurait également dans le projet de révision du code de procédure civile en 1869, sous l'article 28 du titre II du livre préliminaire.

Elle met fin aux controverses sur la nécessité de procéder par voie d'exploit pour anticiper le délai trop long.

La sommation pourra être faite par acte d'avoué à avoué devant les juridictions qui comportent un avoué.

La partie demanderesse qui a assigné à délai plus long que le délai légal, ne pourra anticiper le délai que du consentement exprès ou tacite de la partie défenderesse.

. . .

L'article 4 modifie l'article 1037 du code de procédure, qui fixe les heures de significations et exécutions.

L'article 1037 porte qu'aucune signification ni exécution ne pourra être faite, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir, et depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir, non plus que les jours de fête légale, si ce n'est, en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure.

La finale de cet article a été interprétée par la cour de cassation, tant en Belgique qu'en France, comme ne conférant au juge, c'est-à-dire au président de première instance, la faculté d'autoriser, en cas de péril en la demeure, les exécutions et significations que les jours de fête légale, à l'exclusion des heures de nuit.

Il résulte de cette jurisprudence que les recettes de théâtre ne sont, en effet, saisissables en hiver qu'aux matinées et, en ce qui concerne les places louées, que dans la journée. C'est ainsi qu'on voit des entrepreneurs de spectacles, débiteurs de sommes considérables notamment envers le fisc, continuer leur exploitation pendant des années sans jamais s'acquitter.

L'article 4 a pour objet principal de mettre fin à cet abus, en conférant au président du tribunal de première instance le droit de permettre les exécutions et significations pendant la nuit, en cas de péril en la demeure.

L'article met, en outre, les heures normales de signification et d'exécution en rapport avec le rythme plus tardif de la vie. Les heures de lever et de coucher ont été, en effet, beaucoup retardées depuis la promulgation du code de procédure. Ce texte prévoit les mêmes heures, pour les significations et exécutions, pendant toute l'année. L'existence d'une heure légale différente en été et en hiver permettra d'ailleurs de signifier et d'exécuter une heure plus tôt en été qu'en hiver.

Enfin, le nouveau texte met fin à la controverse sur la validité des significations et exécutions faites en dehors des heures et jours légaux. Il consacre la

solution admise, par notre cour de cassation, en ne sanctionnant l'inobservation des jours et heures que par l'amende prévue à l'article 1030.

* * *

L'article 5 met les délais pour l'étranger, prévus par les articles 51 et 57 de la loi du 20 mai 1872, sur la lettre de change, en concordance avec les délais prévus pour les autres significations. Ces délais, qui ont été établis en tenant compte des facilités de communication existantes en 1872, ne répondent plus aux facilités actuelles.

§ 1. L'article 51 fixe certains délais pour requérir le paiement des lettres de change à vue et l'acceptation ou le visa des lettres de change à certain délai de vue, dans le but d'éviter que les garants de traites de cette nature puissent voir leur obligation se prolonger pendant un temps indéfini. Ces délais varient à raison de l'éloignement du pays où la lettre est tirée, lorsqu'elle est payable en Belgique, ou de ceux où elle est payable, lorsqu'elle a été tirée, en Belgique. Le délai est de trois mois pour la lettre de change tirée sur la Belgique tant de Belgique même que d'un autre pays d'Europe. Le texte proposé ne modifie pas ce délai d'ajournement établi par l'article 73 nouveau, c'est-à-dire ne dépasse pas trois mois pour l'Europe, l'Asie-Mineure, l'Afrique et l'Amérique, et réduit à cinq mois, comme le fait le même article, le délai pour les autres pays.

L'article 57 de la loi sur la lettre de change prescrit au porteur d'une lettre de change tirée de Belgique et payable en pays étranger d'exercer son action dans les délais fixés par cet article, sous peine d'une sanction sévère qui est la déchéance de son recours contre les garants. Le texte proposé substitue aux délais établis par le législateur de 1872 ceux qui sont prévus pour les ajournements par l'article 73 nouveau.

Les délais des articles 51 et 57 sont doubles pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime. Les textes proposés laissent subsister cette disposition.

* * *

L'article 6 énumère successivement les délais dont la durée est prolongée : les délais pour lesquels l'augmentation à raison des distances est supprimée, pour ceux qui demeurent en Belgique, par application de l'alinéa premier, et les délais qui sont augmentés pour ceux qui demeurent hors de la Belgique, par application de l'alinéa 3 du même article.

Cet article n'énonce aucune règle nouvelle. Il se borne à appliquer aux délais prévus par nos lois les principes inscrits dans l'article premier du projet. Cet article a pour objet de faire disparaître les difficultés auxquelles l'application des principes pourrait donner lieu, et de faire disparaître toute ambiguïté sur la durée des délais.

Le § 1 prescrit dans quelle mesure sont prolongés, pour ceux qui demeurent en Belgique, les délais qui deviendraient insuffisants si le législateur se bornait à supprimer l'augmentation à raison des distances.

L'énumération dans la loi des délais portés à six jours est nécessaire, en ce qui concerne les délais inférieurs à six jours, pour lesquels l'augmentation à raison des distances résulte de la règle générale de l'article 1033 et non d'une disposition spéciale.

L'énumération § 1 est limitative en ce qui concerne les délais pour lesquels l'augmentation à raison des distances n'est pas spécialement prévue.

Seuls de ces délais, ceux qui sont repris dans le § 1 sont prolongés. L'énumération du § 1 n'est qu'énonciative quant aux délais pour lesquels une augmentation est spécialement prévue. Les délais inférieurs à six jours, pour lesquels une disposition spéciale prévoit augmentation à raison des distances, sont portés à six jours par application de l'article 1^{er}, bien que n'étant pas compris dans l'énumération de l'article 6, 1^o et 2^o ou 3^o.

En règle générale, les délais dont la durée est inférieure à six jours, mais qui sont susceptibles d'augmentation à raison des distances, sont portés à six jours, sans augmentation pour ceux qui demeurent en Belgique.

Il n'est fait exception à cette règle que pour le délai d'ajournement devant les tribunaux de commerce, le délai de remise de la copie de l'exploit de saisie-exécution et le délai de citation de la partie saisie exécutée en cas de remise de la vente, délais qui sont d'un jour, pour lesquels la prolongation à six jours serait excessive et pour lesquels la durée proposée est de trois jours.

Il est également fait exception à la règle pour le délai de citation devant le conseil de prud'hommes, que le texte proposé porte à huit jours, afin d'unifier le délai de citation devant cette juridiction.

Le § 1^{er} porte enfin à six semaines, sans augmentation à raison des distances, le délai de trente jours susceptible d'augmentation, prévu par l'article 2, alinéa 2 de la loi du 25 août 1885, relative aux vices rédhibitoires.

*
* * *

Le § 2, 1^o abroge expressément un certain nombre de dispositions prévoyant augmentation de délai à raison des distances, pour ceux qui demeurent en Belgique.

L'énumération de ces dispositions n'est pas limitative. Les dispositions tant générales que spéciales qui prévoient augmentation à raison des distances sont, en effet, abrogées par l'article 1^{er} du projet.

Toute augmentation de délai à raison des distances est supprimée, peu importe que les dispositions qui les prévoient soient ou non comprises dans l'énumération de l'article 6, § 2.

*
* * *

Le § 2, 2^o abroge les dispositions des articles 5 du code de procédure civile et 146 du code d'instruction criminelle, qui commencent la nullité des citations pour inobservation des délais. Cette disposition est le corollaire de celle prévue à l'article 3, § 2, 3^o, alinéa premier, qui porte que l'inobservation du délai n'entraîne jamais la nullité de l'acte notifié ou de l'exploit signifié.

Au point de vue de l'inobservation des délais, les citations devant le juge de paix, tant au civil qu'au répressif, seront désormais soumises aux mêmes règles que les ajournements devant les tribunaux de première instance et les citations devant les tribunaux correctionnels.

L'inobservation du délai de citation devant le juge de paix n'entraînera plus nullité de la citation ni obligation de réassignation. Elle n'entraînera nullité de jugement que si le jugement a été rendu par défaut ou nonobstant des conclusions du cité tendant à attendre jusqu'à l'expiration du délai légal.

*
* * *

Le paragraphe 3 de l'article 6 n'est que l'application de la règle inscrite dans

le dernier alinéa de l'article premier du projet. Le paragraphe 3 complète les articles qui portent des délais susceptibles d'augmentation, par la mention que le délai sera augmenté pour ceux qui demeurent hors de la Belgique, conformément à l'article 73 du code de procédure civile.

L'énumération d'articles dans le paragraphe 3 est limitative en ce qui concerne les délais pour lesquels une augmentation à raison des distances n'était pas spécialement prévue.

L'énumération n'est qu'énonciative en ce qui concerne les délais pour lesquels une augmentation est spécialement prévue et pour lesquels le remplacement par les délais prévus à l'article 72 résulte de l'application de la règle générale insérée à l'article premier, alinéa trois du projet.

*
**

L'article 7 réalise une réforme généralement réclamée, la suppression de la péremption des jugements par défaut, prévue à l'article 156 du code de procédure civile, et celle de la péremption d'instance, prévue par les articles 397 à 401 et 469 du même code.

La péremption des jugements par défaut a pour effet d'en rendre parfois l'exécution impossible, et l'on admet avec certaine jurisprudence que le délai prévu par l'article 583 est susceptible d'augmentation à raison des distances, par application de l'article 1033.

Il résulte du texte de l'article 156, que le jugement rendu par défaut contre une partie n'ayant pas constitué avoué est frappé d'une nullité radicale et absolue, s'il n'est pas exécuté dans les six mois de sa date.

Or, pour qu'un jugement soit exécuté, la saisie-exécution doit être précédée d'un commandement signifié avec observation des délais. Cette exigence de la jurisprudence peut entraîner la conséquence suivante : un défendeur habite l'Australie; il n'a pas constitué avoué; un jugement par défaut est rendu contre lui, en Belgique. Il faut lui signifier ce jugement et pour cela le lever, ce qui demande au moins un mois; en outre, il faut lui signifier un commandement, et, le délai à observer entre le commandement et la saisie étant de cinq mois, il y a des chances pour que le jugement soit périmé, avant d'avoir pu être exécuté.

La péremption de l'article 156, d'après les travaux préparatoires du code de procédure, n'a d'autre raison d'être que d'empêcher une fraude très répandue dans l'ancienne jurisprudence où le demandeur avait trente ans pour exécuter un jugement par défaut faute de comparaître, et le défendeur huit jours seulement pour y faire opposition : le demandeur attendait la fin de la huitaine, à l'expiration de laquelle le jugement devenait définitif, pour l'exécuter contre le défendeur qui avait peut-être ignoré la demande et se trouvait ainsi désarmé contre des poursuites auxquelles il n'avait pas sujet de s'attendre. Or, aujourd'hui que l'opposition aux jugements par défaut faute de comparaître peut-être formée jusqu'à l'exécution et au moment même où elle se produit, le défendeur n'a plus à craindre que l'exécution se poursuive contre lui, alors que l'opposition serait déjà formée. (GARSONNET et CÉSAR BRU, *Traité de procédure*, tome VI, 3^e édition, N° 267).

L'article 156 a d'ailleurs perdu toute utilité depuis que la doctrine et la jurisprudence, tant en Belgique qu'en France, sont fixées en ce sens que la péremption du jugement n'enlève rien à l'efficacité de la procédure qui l'a précédé, qu'elle laisse subsister la validité de l'assignation qui a abouti au jugement

périmé, de sorte qu'il est loisible au demandeur qui a laissé périmer un jugement, d'en obtenir un nouveau sans nouvelle assignation, sans même donner avenir ni faire sommation à la partie défaillante.

Rien ne justifie le maintien dans notre législation de l'article 156, alors même que le danger signalé ci-dessus au sujet de l'exécution disparaîtrait par l'adoption de l'article III du projet de loi qui a pour effet de rendre préfixe le délai de l'article 583.

La majeure partie de la jurisprudence et de la doctrine est d'ailleurs fixée en ce sens que l'article 156 n'est pas applicable aux jugements rendus par les juges de paix, non plus qu'aux arrêts de la cour de cassation. L'expérience démontre que le défaut de péremption, en ce qui concerne les décisions de ces juridictions, n'a jamais engendré abus ni difficultés.

*
* *

L'abrogation de l'article 156 du code de procédure civile entraîne logiquement la suppression du renvoi à cet article dans l'article 643 du livre IV du code de commerce, qui rend l'article 156 applicable aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce.

*
* *

L'article VII du projet supprime en outre la péremption d'instance, qui est réglée par les articles 397 à 401 du code de procédure civile.

Il n'est pas douteux que la tendance de la doctrine et de la jurisprudence est de restreindre les cas d'application de la péremption d'instance, qui ne donne que trop souvent aux plaideurs de mauvaise foi le moyen d'échapper à une juste condamnation.

C'est pourquoi l'usage s'est généralisé, dans les tribunaux importants, d'acter à la feuille d'audience, lors de l'appel général, une déclaration des avoués tendant au maintien des causes au rôle et d'empêcher ainsi la péremption de toutes les causes. Devant ces juridictions, la péremption d'instance n'est plus applicable en fait.

L'abrogation des articles 397 à 401, désormais inutiles, eût été réalisée après la guerre, si les parties ne s'étaient généralement abstenues d'en demander l'application.

*
* *

L'abrogation de la péremption d'instance entraîne nécessairement celle de l'article 469 du code de procédure qui règle les effets de la péremption en cause d'appel.

Le Ministre de la Justice.

P.-E. JANSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 AUGUSTUS 1928.

Wetsontwerp

betreffende de termijnen en beteekeningen in burgerlijke zaken, handelszaken en strafzaken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

De Regeering heeft de eer U het hierbijgaande wetsontwerp betreffende de termijnen en beteekeningen in burgerlijke zaken, handelszaken en strafzaken, ter bespreking voor te leggen.

Dit ontwerp, opgemaakt door het bestendig comiteit van den raad voor wetgeving, heeft hoofdzakelijk ten doel den duur van de gedingen te verkorten door de bepalingen te wijzigen die de rechtsplegingstermijnen regelen. Bedoelde termijnen werden bepaald in een tijd, toen er weinig verkeersmiddelen waren. Het burgerlijk wetboek, het wetboek van burgerlijke rechtsvordering en het wetboek van strafvordering, waarbij de meeste rechtsplegingstermijnen geregeld worden, werden in 1804, 1806 en 1808 afgekondigd.

Sindsdien kwamen er aanzienlijke veranderingen in de verkeersmiddelen, zoodat de verlenging van den termijn naar rato van een dag per drie myriameter, voor de in België te beteekenen akten, heden ten dage eenigszins verouderd lijkt.

Vergelijkt men anderzijds de termijnen in het buitenland met die welke in België nog gelden, dan ziet men al spoedig dat onze landgenooten vóór de buitenlandse rechtbanken met zeer korte termijnen opgeroepen worden, terwijl de vreemdelingen, die vóór onze rechtbanken verschijnen, integendeel het voordeel van aanzienlijke termijnen genieten.

Ten slotte, is het stelsel van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering wat de berekening der termijnen betreft, ingewikkeld. Het legt inderdaad meestal aan degenen, die de te beteekenen akten op te maken hebben, de verplichting op het aantal kilometer na te gaan, wat dikwijls moeilijk is en de verantwoordelijkheid van de ministerieele ambtenaren op het spel zet.

Sinds langen tijd vragen al de zakenlui dan ook dat de duur en het stelsel van berekening van de termijnen verkort en vereenvoudigd worden. België werd

trouwens op dien weg reeds voorafgegaan door Frankrijk waar de wetten van 3 Mei en 2 Juni 1862 en die van 13 Maart 1922 uit welker memorie van toelichting bovenstaande beschouwingen ontleend werden, de termijnen verkortten en een stelsel van vaste termijnen invoerden ter vervanging van de volgens het aantal myriameter veranderlijke termijnen.

In 1869 sloot de Regeering zich aan bij de conclusiën van de extra-parlementaire Commissie belast met de herziening van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, en legde zij een wetsontwerp ter tafel, tot verwezenlijking van de hervorming waarover dit ontwerp handelt. Het verslag van de Commissie dat bij de wet gevoegd was en dat tot memorie van toelichting diende, zei : « XVI. Wij hebben de regeling van de termijnen van dagvaarding grondig gewijzigd. Een gelijkvormige termijn voor het geheele koninkrijk is ons verkieslijk gebleken boven volgens den afstand berekende termijnen; de gemakkelijheid van het verkeer in een weinig uitgestrekt gebied wettigt genoegzaam die nieuwe regeling. Reeds had de wet van 17 April 1835 betreffende de onteigening ten algemeenen nutte (art. 2) die nieuwigheid bekrachtigd wat inzonderheid die zaak betreft. Zij biedt trouwens een volledige gelijkenis aan met de wijziging die bij de wet van 2 Februari 1845 aangebracht werd aan het eerste artikel van het burgerlijk wetboek betreffende den termijn na welken een bekendgemaakte wet verplichtend wordt.

Een proefneming van denzelfden aard was reeds genomen geworden in de artt. 8 en 9 van het wetboek van Koning Willem. Ons artikel 24 zal veel moeilijkheden uit den weg ruimen; de termijn van tien dagen is ruim voldoende gebleken; het is dezelfde termijn die bij voornoemde wet van 1845 aangenomen is geworden.

XVII. Artikel 73 vergde sedert langen tijd een algeheele herziening. Daar aan den eenen kant, België in 1814 van Frankrijk afgescheiden was geworden om met Holland het koninkrijk der Nederlanden te vormen, was het in dat artikel aangenomen onderscheid niet meer te verstaan, te meer daar het eiland Elba en het eiland Capraja niet meer aan Frankrijk toebehoorden en daar het eiland Corsica ver van ons land verwijderd is. Een betwisting was zelfs ontstaan te dien opzichte en er was beweerd geworden dat artikel 73 onder den drang der omstandigheden en ten gevolge van de politieke omwentelingen gedeeltelijk vervallen was. Het was hoog tijd daar eenige klaarheid in te brengen.

Aan den anderen kant, — en dat is van grooter belang —, was men het er over eens dat, in verband met gemakkelijke verkeersmiddelen van dezen tijd, het vervoer per stoommachien zoowel ter zee als te land, het net van spoorwegen dat heel Europa doorkruist, ten slotte de electrische telegrafie, de termijnen van rechtspleging en onder meer die van artikel 73 oneindig veel te lang waren.

Onze wet van 15 Augustus 1854 had een bescheiden proef gewaagd, door den afstand, vereischt voor één supplementairen dag, bij de termijnen waarover zij handelt, op 5 myriameter in plaats van 3 te stellen.

Het was een opvatting ontleend aan de Fransche wet van 2 Juni 1841.

In Frankrijk zijn de wetten van 3 Mei en 2 Juni 1862 met meer beslistheid dien weg opgegaan. Wij konden niets anders doen dan dat voorbeeld navolgen ».

(*Bescheiden*. Zitting 1869-1870. Kamer der Volksvertegenwoordigers, blz. 209.)

Sedert 1869 is het verkeer zoo veel gemakkelijker geworden dat de te dien tijde voorgestelde termijnen heden ten dage noodeloos lang schijnen.

**

De afschaffing van de termijnen van afstand heeft als noodzakelijk gevolg de verlenging der zeer korte termijnen die, voorzien voor een zeer beperkt gebied, onvoldoende zouden zijn voor geheel België.

Het is gepast gebleken, over het algemeen, de termijnen van minder dan zes dagen, met inbegrip van den *dies ad quem*, maar die in België vatbaar zijn voor verlenging, voor het geheele koninkrijk op zes dagen te stellen. Alzoo zullen de termijnen van dagvaarding voor de vredegerechten en de strafrechtbanken gelijkvormig van zes dagen zijn voor geheel België.

De bij het wetboek van 1806 voorziene termijnen, voor de dalingen gedaan voor de vredegerechten, zijn trouwens niet meer overeen te brengen met het groeiend belang van die rechtsmacht wieter bevoegdheid zich onophoudend uitbreidt. De termijnen door de wetboeken voorzien voor de verschijningen vóór de strafrechtbanken schijnen niet genoegzaam rekening te houden met de rechten van de verdediging.

Het is gepast gebleken die termijnen op zes dagen te brengen voor geheel België, wanneer de wet geen langeren termijn voorziet. De bevoegdheid om in geval van nood de verkorting van de termijnen te verkrijgen verhelpt trouwens al de bezwaren die de verlenging van de zeer korte termijnen zouden kunnen opleveren.

Bij uitzondering zijn enkele termijnen die door het wetboek van burgerlijke rechtsvordering op één dag vastgesteld werden slechts tot drie dagen opgevoerd. Die termijnen tot zes dagen verlengen zou den gang van de rechtsbedeeling onnoodig vertraagd hebben.

Alzoo is de termijn van dagvaarding voor de rechtbanken van koophandel op drie dagen vastgesteld, termijn, die gelet op den kleinen omvang van het Belgisch grondgebied dat in enkele uren kan doorkruist worden, voldoende is.

Het verschil in het ontwerp gemaakt tusschen de dalingen voor het vredege-recht en den termijn van de dagvaarding voor de rechtbanken van koophandel is gerechtvaardigd door den grooten spoed vereischt in handelszaken. De aan den rechter overgelaten vrijheid om den termijn te verlengen wanneer er dient ge-vreesd dat de partij niet te gepasten tijde kan bereikt worden, verhelpt over-igens de bezwaren, die door de korte termijnen zouden kunnen opgeleverd wor-den.

Het ontwerp heeft in bijkomende orde, ten doel het terrein van de termijnen te zuiveren van de talrijke twistvragen die er op woekeren. Er zijn weinig onder-werpen moeilijker dan dat der termijnen, wegens de onzekerheid die uit die twistvragen ontstaat.

Het ontwerp heeft bij de oplossing van ieder van die twistvragen rekening gehouden met de evolutie inzake rechts'eer en rechtspraak. Het bepaalt er zich over het algemeen bij de door de nieuwste rechtspraak aangenomen oplossingen te bekrachtigen.

Het juiste doel van ieder der voorgestelde bepalingen zal onder elk der artikelen van den voorgestelden tekst toegelicht worden.

Het ontwerp voert een andere belangrijke nieuwigheid in : de afschaffing van het verval van instantie en het verval van de verstekvonnissen bij niet verschi-

ning. Het verval van instantie vindt geen toepassing voor al de belangrijke rechtbanken van het land om reden van een verklaring welke door de pleitbezorgers wordt afgelegd bij de algemeene oproeping der zaken.

Het verval van vonnissen bij verstek is van geenerlei nut, daar het dengene die het vonnis verkregen heeft steeds vrij staat een nieuw vonnis te bekomen wanneer hij het eerste heeft laten vervallen; dat verval heeft als gevolg, in de meeste gevallen, alle doeltreffendheid te ontnemen aan de vonnissen gewezen tegen een buiten Europa wonende partij.

Het is inderdaad dikwijls onmogelijk die vonnissen binnen den termijn van verval ten uitvoer te leggen.

* * *

Bij artikel 1 vervallen al de zoowel algemeene als bijzondere bepalingen waarbij verlenging van de termijnen uit hoofde van den afstand voorzien wordt.

In dat artikel worden, behoudens uitzondering, de kortere termijnen die voor verlenging vatbaar waren, voor gansch België op zes dagen gesteld en wordt de termijn van zes dagen, voor degenen die buiten België wonen vervangen door de termijnen die bij artikel 73 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zooals dat bij artikel 2 van dit ontwerp gewijzigd is, voor de dagvaarding en zijn voorzien.

Artikel 1 is van toepassing op al de wettelijke termijnen, onverschillig of zij door een wetboek, een wet of een besluit in burgerlijke zaken, handelszaken of strafzaken voorzien zijn.

Het artikel beoogt daarentegen niet de bij de wetten en bestuursreglementen gestelde termijnen evenmin als de bij overeenkomst bedongen of gerechtelijke termijnen.

Bij dit artikel vervalt elke verlenging van wettelijken termijn uit hoofde van den afstand, voor hen die in België wonen, zoowel in burgerlijke zaken als in handelszaken of strafzaken. Bij dit artikel vervallen eveneens de verlengingen van bij artikel 1033 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering voorziene termijnen en die voorzien bij de bijzondere bepalingen van wetboeken, wetten of bevelschriften.

Voortaan zal geen wettelijke privaatrechterlijke termijn nog kunnen verlengd worden voor degenen die in België wonen.

De tweede en derde alinea van artikel 1 bedoelden uitsluitend de wettelijke termijnen waarvoor verlengingen wegens afstand bijzonder voorzien worden, — zonder dat het er overigens op aankomt of de bepaling waarbij de verlenging voorzien wordt, in een wetboek, een wet of een bevelschrift opgenomen is, of dat het burgerlijke zaken, bestuurszaken of strafzaken geldt, — deze twee alinea's hebben geen betrekking op de termijnen in bestuurszaken, evenmin als op de bij overeenkomst bedongen of gerechtelijke termijnen.

De in dit artikel voorziene termijn van zes dagen, evenals die voorzien in artt. 2 en 6 zijn geen vrije termijnen. Dat blijkt uit den in artikel 3 gestelden algemeenen regel, waarbij bepaald wordt dat niet de *dies a quo* maar wel de *dies ad quem* in elken termijn medegerekend wordt.

In artikel 6 worden, beperkenderwijze, de gevallen opgesomd, waarin een termijn die thans minder dan zes dagen bedraagt, maar die vatbaar is voor verlenging, niet tot zes dagen verlengd wordt.

De in het laatste lid van artikel 1 vervatte bepaling, houdende dat elke ter-

mijn waarvan de verlenging uit hoofde van den afstand voor hen die in België wonen, bijzonder voorzien wordt, vervangen wordt door de in artikel 73 voorziene termijnen voor hen die buiten België wonen, bekrachtigt een oplossing die reeds algemeen in de rechtsleer en de rechtspraak geldend was.

**

Artikel 2 wijzigt artikel 73 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, waarbij de termijnen van de dagvaarding voor de buiten België woonachtige partijen vastgesteld worden. Hier was de wijziging het meest noodig.

Volgens de regeling van het wetboek was een termijn van twee maanden toegestaan ten behoeve van degenen die in Engeland en in de aan België grenzende landen wonen, van vier maanden voor hen die in de andere landen van Europa wonen; van zes maanden voor hen, die buiten Europa wonen, aan deze zijde van de kaap de Goede Hoop; van een jaar voor hen die aan de overzijde wonen.

Zulke termijnen zijn volstrekt overdreven geworden; het volstaat ze te vergelijken met de tegenwoordige posttermijnen om vast te stellen dat zij werkelijk een anachronisme mogen genoemd worden. Zoo heeft b. v. een brief ten hoogste twee dagen noodig om uit Engeland in België aan te komen; hetzelfde geldt voor Frankrijk en het Groot-Hertogdom Luxemburg. Een verweerder in die verschillende landen woonachtig, gedaagd voor de burgerlijke rechtbank te Brussel, heeft niet meer dan vijftien dagen noodig wanneer hij in Frankrijk of in het Groot-Hertogdom Luxemburg woont, niet meer dan een maand wanneer hij in een ander land van Europa woont (Rusland uitgezonderd) om voor zijn verweer te zorgen met in Brussel een pleitbezorger te stellen, vooral daar hij steeds verzekerd is meermalen uitstel te bekomen om te concludeeren, en vervolgens om te pleiten. Evenzoo, is de noodzakelijkheid van een termijn van zes maand voor een in Canada, de Vereenigde Staten of Brazilië wonend verweerder thans niet meer te begrijpen, nu toch dat de posttermijnen tusschen België en die landen ten hoogste zestien dagen bedragen.

Een hervorming drong zich derhalve op, des te meer daar een groot aantal vreemde Staten ons reeds voor zijn om de gerechtelijke termijnen van dagvaarding te verhoorten, aan de in verre landen wonende verweerders gesteld om voor hun onderscheiden rechtbanken te verschijnen.

Alzoo werden in Frankrijk, bij de wetten van 3 Mei en 2 Juni 1862, vervolgens bij die van 13 Maart 1922, de termijnen voor het buitenland aanzienlijk verkort.

Om de hervorming te verwezenlijken konden verschillende regelingen in het vooruitzicht gesteld worden. Het is die welke in Frankrijk de bovenhand kreeg, die in het ontwerp aangenomen werd.

De nieuwe tekst van artikel 73 heeft vijf zonen of landstreken. De termijnen zijn van vijftien dagen voor de eerste, een maand voor de tweede, twee maanden voor de derde, drie maanden voor de vierde en vijf maanden voor de laatste zone.

De eerste zone omvat het Fransche vasteland en het Groot-Hertogdom Luxemburg, staten voor dewelke het niet noodig is, zooals dat voor de andere grensstaten van België, Duitschland en Nederland, het geval is, voor de beteekeningen zijn toevlucht tot den diplomatieken weg te nemen.

De tweede zone omvat de overige Staten van Europa — met uitzondering van Rusland.

De derde zone omvat Rusland, Algerië, Tunis, Marocco, de Vereenigde Staten van Amerika en Canada.

De vierde zone omvat de andere landen van Afrika en van Amerika en Klein-Azië.

De vijfde zone omvat de landen die niet in de eerste vier zonen voorzien zijn.

De slotbepaling van artikel 2 beschikt dat de termijnen, voor die verschillende zonen voorzien, kunnen verkort worden. Die bepaling bekrachtigt de oplossing door de Belgische rechtspraak gegeven aan de zeer betwiste vraag te weten of de termijnen voorzien voor hen die in het buitenland wonen, kunnen verkort worden, zooals de termijnen van dagvaarding voor hen, die in België wonen, termijnen voor dewelke de verkorting bij artikel 72 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering uitdrukkelijk voorzien is.

Door de invoeging van die bepaling in artikel 73 wordt het mogelijk de termijnen te verkorten voor het buitenland in al de gevallen waarin de duur van den termijn door verwijzing naar artikel 73 bepaald wordt. Elke termijn van betekening en aanzegging voor het buitenland kan verkort worden.

De machtiging tot aanzegging of betekening op korten termijn wordt op verzoekschrift verleend door de voorzitters van hoven en rechtbanken, of eventueel door den vrederechter. Het verzoekschrift moet door een pleitbezorger ondertekend zijn, indien deze door de rechtsmacht gevergd wordt.

De in het nieuw artikel 73 behouden termijn heeft dezelfde beteekenis als in het vroeger artikel 73. Wie in een vreemd land woont is hij die, in België noch woon- noch verblijfplaats hebbend, in dat vreemde land een woon- en verblijfplaats bezit.

**

Bij artikel 3 wordt artikel 1033 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering ingetrokken waarin bepaald wordt dat noch de dag van de betekening noch de vervaldag gerekend worden voor den algemeenen termijn vastgesteld voor de dagvaarding, aanmaningen of andere akten aan personen of ten huize gedaan, dat die termijn met een dag verlengd wordt naar rato van drie myriameter afstand en dat die verlenging verdubbeld wordt wanneer er aanleiding bestaat tot reizen, tot heen- en terugzending. Noch de rechtsleer noch de rechtspraak zijn het kunnen eens worden over de gevallen van toepassing van artikel 1033.

De vraag te weten welke termijnen krachtens dit artikel vrij, en welke verlengbaar zijn uit hoofde van den afstand, wordt zoowel in de rechtsleer als de rechtspraak betwist.

Om een einde te stellen aan de moeilijkheden die uit die betwistingen voortvloeien, is het gepast gebleken de regelen die er aanleiding toe geven in te trekken. Door intrekking van de enkele algemeene belangen die op die twee voorwerpen betrekking hebben, heeft het ontwerp niet uitdrukkelijk elke vrijheid van termijn afgeschaft, buiten de gevallen waarin een bijzondere bepaling van de wet beschikt heeft dat een termijn vrij was. Bij het ontwerp is trouwens een correlatieve verlenging voorzien van die termijnen, die door de afschaffing van de vrijheid al te kort zouden geworden zijn. De verlenging van de termijnen ten gevolge van de afschaffing van de vrijheid, lijkt niet noodig, behoudens in de uitdrukkelijk in het ontwerp voorziene gevallen, uit hoofde van de versnelling van den gang van het leven, sedert den tijd dat die termijnen gesteld zijn

geworden. De regel van artikel 1033 betreffende de vrijheid van de termijnen was trouwens willekeurig en door heel de rechtsleer verworpen. De schrijvers zijn het eens om aan te nemen dat principieel een termijn niet vrij is, dat de *dies ad quem* in den termijn moet medegegeld worden. (AUBRY en RAU, *Cours de Droit Français*, 5^e Uitgave, Boek 1, blz. 243. BOLTARD, COLMET; PAAGE en GLASSON, *Leçons de procédure civile*, 15^e Uitgave, 1890, Boek 1, n^o 256 en volgende; GARSONNET en Cesar BRU, *Traité de procédure civile*, 3^e Uitgave, Boek 2, 1912, n^o 71.) Alzoo verdwijnt de betwisting over het punt te weten of de termijnen die, hoewel zij van een beteekening van een persoon uitgaan, gesteld zijn met de verplichting *binnen of gedurende* een bepaalden termijn een verrichting te doen of met de bepaling dat de verrichting niet kan gedaan worden *na* zulken termijn, bij afwijking van den in artikel 1033 gestelden regel niet vrij zijn. Voortaan zal het buiten betwisting zijn dat de *dies ad quem* moet gesteld worden in die termijnen evenzoo als in de andere, die bij geen enkele bijzondere bepaling vrij geheeten worden.

De intrekking van den in artikel 1033 gestelden regel, waarbij de verlenging voorzien werd van de termijnen van beteekening, is een noodzakelijk gevolg van die, gesteld in artikel 1 waarbij elke verlenging uit hoofde van den afstand wegvalt voor hen die in België wonen.

Het leek gepast onder artikel 1033 enkele algemeen door de rechtsleer en de rechtspraak aangenomen regelen in te voegen, die nog door geen wet bekrachtigd zijn.

*
**

Paragraaf 1 van het nieuw artikel 1033 bevat drie regelen betreffende de berekening der termijnen, welke regelen aan al de termijnen van privaatsrecht gemeen zijn, wettelijke, gerechtelijke of bedongen termijnen in burgerlijke zaken, in handelszaken of in strafzaken.

1^o De termijnen die in dagen vastgesteld zijn, worden gerekend van dag tot dag, degene die in maanden of in jaren bepaald zijn, worden gerekend van den zooveelsten ter aanvangsmaand tot 's daags vóór den zooveelsten der maand van den vervaltijd.

De berekening van dag tot dag, t. i. z. per tijdruimte van vier-en-twintig uren strekkende van middernacht tot middernacht, is door het wetboek van burgerlijke rechtsvordering niet voorgeschreven, maar zij komt overeen met een vaste overlevering die tot het romeinsche recht opklimt en door het wetboek van burgerlijke rechtsvordering niet gebroken werd. Het burgerlijk wetboek heeft dien regel toegepast in artikel 2200, waarbij bepaald wordt dat de verjaring per dag en niet per uur gerekend wordt. De nieuwe tekst bekrachtigt een traditioneele oplossing, waardoor de moeilijkheden vermeden worden die, nopens het uur op hetwelk een akte werd opgesteld, ongetwijfeld zouden oprijzen indien die oplossing niet aangenomen was.

De schrikkel-dagen worden gerekend als de andere dagen in de termijnen die in dagen vastgesteld zijn.

De regel volgens denwelken de in maanden of in jaren bepaalde termijnen gerekend worden van den zooveelsten der maand tot 's daags vóór den zooveelsten, is evenmin in het wetboek van burgerlijke rechtsvordering vermeld.

Door de berekening van den zooveelsten tot den zooveelsten zou een dag bij den termijn gevoegd worden, vermits men denzelfden dag éénmaal zou rekenen

bij de eerste maand en eenmaal bij de laatste maand. Het schrikkeljaar of de maand Februari van het schrikkeljaar worden respectievelijk als een gewoon jaar of een gewone maand gerekend. Wanneer een termijn van een maand ingaat op den zooveelsten dag der maand en die zooveelste niet voorkomt in de maand waarop de termijn eindigt, dan eindigt de termijn den laatslen dag der maand.

Is er bv. een termijn van een maand die aanvangt met de beteekening die op 30 Januari gedaan wordt en dus vanaf 31 Januari begint te loopen, dan eindigt die termijn op 28 Februari, wanneer het geen schrikkeljaar is en op 29 Februari van de schrikkeljaren.

De in artikel 1033 § 1, 1° bepaalde algemeene regel wijkt niet af van de bijzondere bepalingen waarbij de berekening van sommige termijnen geregeld wordt. Aldus blijft de duur van een dag of van een maand gevangenisstraf respectievelijk vier-en-twintig uren en dertig dagen bij toepassing van artikel 25 van het strafwetboek.

De bij artikel 1033 bepaalde regelen betreffende de berekening van de termijnen zijn niet van openbare orde.

Het spreekt van zelf dat, wanneer de rechter een gerechtelijken termijn bepaalt of wanneer de partijen bij overeenkomst een termijn bepalen, zij een andere wijze van berekening der termijnen kunnen aannemen.

Wanneer het niet blijkt dat de rechter of de partijen hebben willen afwijken van den in artikel 1033 vermeldden regel van het gemeen recht, dan zal die regel op de door hen bepaalde termijnen van toepassing zijn.

De bekrachtiging, door den voorgestelden tekst, van voormelde traditioneele regelen, zal een einde maken aan de betwistingen over de berekening van de termijnen van zwangerschap en van meerderjarigheid welke sommige auteurs willen doen berekenen van stond tot stond.

Voortaan zal de berekening van die termijnen overeenkomstig de regelen van artikel 1033 gedaan worden.

2° De *dies a quo* wordt niet gerekend in de termijnen die in dagen, in weken, in maanden of in jaren vastgesteld zijn. De *dies ad quem* wordt in die termijnen gerekend.

Die regelen zijn slechts de toepassing van de algemeene rechtsprinciepen en het gevolg van den regel volgens welchen de in dagen, weken, maanden of jaren bepaalde termijnen, niet per uur worden gerekend.

De eerste van die regelen is bekrachtigd door den ouden tekst van artikel 1033, voor de termijnen die ingaan met de beteekening, terwijl de tweede uitgesloten is door bedoeld artikel, waarbij voor de termijnen van beteekening de vrije dagen voorzien zijn.

In rechten staat het vast dat de dag die als aanvangspunt van den termijn geldt, de *dies a quo*, niet gerekend wordt in de in dagen, weken, maanden of jaren bepaalde termijnen, ten ware de rechter of de partijen uitdrukkelijk hun wil hadden te kennen gegeven den *dies a quo* te rekenen, zooals dit het geval is in de artikelen 502 van het burgerlijk wetboek en 5 der wet van 17 Augustus 1873, betreffende de verjaring in fiscale zaken of in tuchtzaken.

Volgens de rechtsleer en de rechtspraak is het, over het algemeen, toegelaten den *dies ad quem* in de termijnen te rekenen behalve in die bedoeld bij den tekst van artikel 1033 waarvan de opheffing wordt voorgesteld.

Volgens de rechtsleer en de rechtspraak is men het eens dat de in bedoelden

tekst bepaalde regel, een gunstmaatregel is die op de bij dit artikel bedoelde termijnen van beteekening slechts bij uitzondering van toepassing is.

De rechtsleer en de rechtspraak trachten zelfs duidelijk de toepassing van dien regel te beperken wat de termijnen van beteekening betreft.

De voorgestelde tekst, door den *dies ad quem* uit te sluiten in al de gevallen waar geen bijzondere tekst den termijn vrij noemt, stelt een einde aan de moeilijkheden voortvloeiende uit de heerschende onzekerheid betreffende de berekening van de talrijke termijnen, waarvan betwist wordt of zij al dan niet als vrije termijnen moeten gerekend worden.

3° De feestdagen worden in de termijnen als werkdagen gerekend.

Op dien regel wordt uitzondering gemaakt wanneer de laatste dag van den termijn een feestdag is en het termijnen geldt die werden verleend om akten van rechtspleging op te maken die slechts op een werkdag kunnen opgemaakt worden. In dit geval wordt de termijn verlengd tot den eerstkomenden werkdag.

De regel volgens welken de termijnen doorlopend zijn en de feestdagen evenals de andere dagen in de termijnen gerekend worden, is in de wet niet geschreven, maar wordt door de rechtsleer en de rechtspraak algemeen aangenomen.

Verschil van meening is ontstaan nopens het punt of de vervalldag tot 's anderdaags moet verlengd worden wanneer de laatste dag van den termijn een feestdag is.

Volgens een deel van de rechtsleer en van de rechtspraak zou, krachtens artikel 1033, de termijn tot 's anderdaags verlengd worden, welke ook de aard zij van den termijn, hij weze al dan niet vrij, terwijl een ander deel beslist dat de verlenging tot 's anderdaags, alleen op de vrije termijnen van toepassing is.

In Frankrijk, heeft een wet van 13 April 1895 aan dit meningsverschil een einde gemaakt door bij artikel 1033 volgende bepaling te voegen : « Telkens als de laatste dag van welken termijn van rechtspleging ook, al dan niet vrij, een feestdag is, zal die termijn tot 's anderdaags verlengd worden ».

In België, bepaalt artikel 7 der wet van 22 Juli 1927 dat : « De volgende bepaling toegevoegd wordt aan het einde van boek 2, titel 7, van het wetboek van strafvordering : Hoofdstuk 6. — Bijzondere bepaling.

« Wanneer de wettelijke termijn om in een griffie een handeling in strafzaken te verrichten, eindigt op een dag dat die griffie gesloten is, wordt de handeling er op geldige wijze ontvangen den eerstvolgenden dag dat zij open is ».

Die beschikking regelt de moeilijkheid slechts in strafzaken en alleen voor wat de in de griffie te verrichten handelingen betreft. Het is noodig gebleken de toepassing van het bij artikel 7 der wet van 22 Juli 1927 gehuldigd principe uit te breiden tot al de termijnen van rechtspleging in privaatrecht en tot al de gevallen waar de handeling van rechtspleging slechts op een werkdag kan verricht worden.

De voorgestelde tekst breidt de verlenging niet uit tot de publiekrechtelijke termijnen noch tot de bij overeenkomst bepaalde termijnen, evenmin als tot de gevallen waarin de handelingen op een feestdag kunnen verricht worden, zooals de beteekenissen in strafzaken.

De voorgestelde algemeene bepaling doet geen afbreuk aan de bijzondere bepalingen waarbij de feestdagen voor sommige termijnen uitgesloten zijn

zooals bepaald wordt in het tweede lid van artikel 53 der wet van 20 Mei 1872 op de wisselbrieven.

*

* *

De tweede paragraaf vermeldt drie regelen betreffende de aanzeggingen en de beteekeningen. Zij zijn van toepassing op al de aanzeggingen en beteekeningen van privaatrecht, hetzij deze voorzien zijn bij het wetboek, bij een bijzondere wet of bij een overeenkomst. Zij zijn echter niet toepasselijk in de gevallen waar de toepassing uitdrukkelijk uitgesloten is, hetzij door een algemeene bepaling van de wet, hetzij door de partijen.

1° Wanneer een aanzegging of een betekening gedaan is aan persoon of aan verkozen woonplaats, heeft de aangezegde of de beteekende slechts recht op den termijn voorzien voor degenen die ter plaats van de aanzegging of van de betekening wonen, bij uitsluiting van den voor zijn werkelijke woonplaats voorzien termijn.

Die beschikking bekrachtigt slechts eene door de rechtsleer en de rechtspraak algemeen aangenomen oplossing. Zij breidt tot al de aanzeggingen en beteekeningen een regel uit, die in artikel 74 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaald is voor de in België aan persoon gegeven dagvaardingen welke gedaan worden aan personen die hun woonplaats hebben buiten België.

2° De verlengbare termijnen voor degenen die buiten België wonen kunnen, in spoedeisende gevallen, ingekort worden. De inkorting wordt verkregen door een verzoekschrift te richten tot de voorzitters der hoven en rechtbanken of tot den vrederechter, naar gelang het geval tot de bevoegdheid van de eene of de andere dezer rechtsmachten behoort. Het verzoekschrift is ondertekend door een pleitbezorger wanneer de rechtsmacht er een vereischt. De beknopte beschikking is op het afschrift van het exploit overgeschreven en wordt met laatstgenoemd stuk beteekend.

Die bepalingen bekrachtigen de door de rechtsleer en de rechtspraak aangenomen oplossingen. Zij breiden tot al de aanzeggingen en beteekeningen de toepassing uit van het princip in zake dagvaarding bepaald in de artikelen 672, 2° lid, en 417 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De krachtens de voorgestelde beschikking ingevoerde inkorting, kan, evenals die van de artikelen 672 en 417, evengoed gelden voor de termijnen voorzien voor degenen die in België wonen als voor de termijnen voor degenen die buiten België wonen.

3° Wanneer de termijnen van aanzegging of van betekening niet worden in acht genomen, wordt alle rechtspleging die niet op tegenspraak wordt gevoerd, verdaagd tot na het verstrijken van den wettelijken termijn.

Het niet in acht nemen van den termijn heeft nooit de nietigheid van de aangezegde akte of van het beteekende exploit voor gevolg.

Indien de hoven en rechtbanken oordeelen dat de wettelijke termijn ontoereikend is, kunnen zij het geding verdagen en de procedure vervolgen tot bij het verstrijken van den door hen noodig geachten termijn.

Die bepalingen wijken af van de bij artikel 5 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering en bij artikel 146 van het wetboek van strafvordering gestelde regelen waarbij de nietigheid wordt voorgeschreven van de exploiten waarvan de termijnen niet werden in acht genomen en die bedoelde artikelen opheffen in zover deze de nietigheid bepalen van de binnen eenen te korten termijn gedane

dagvaardingen. Zij stellen een einde aan de betwisting nopens de vraag of de niet-naleving van den wettelijken termijn in de dagvaarding, de nietigheid van de dagvaarding voor gevolg heeft.

De aanneming van den voorgestelden tekst zou voor gevolg hebben de geldigheid van de exploit en voor dewelke de wettelijke termijn niet werd nageleefd of voor dewelke de termijn onnauwkeurig werd aangeduid, buiten betwisting te stellen. Het recht van den beteekende kan hierdoor niet in het gedrang worden gebracht, vermits de voorgestelde tekst op straf van nietigheid verbiedt dat vóór het verstrijken van den wettelijken termijn worde geprocedeerd tenzij dit geschiede met de uitdrukkelijke of de stilzwijgende toestemming van den gedaagde.

Wanneer de wettelijke termijn niet werd in acht genomen, kan geen enkele handeling van de rechtspleging geldig worden verricht wanneer de gedaagde of de gedagvaarde afwezig is of zelfs wanneer hij, bij zijn verschijnen, het voordeel van den termijn inroept.

De nietigheid van de vóór het verstrijken van den termijn gevoerde rechtspleging kan echter later op uitdrukkelijke of stilzwijgende wijze door den gedaagde worden weggenomen.

De door den voorgestelden tekst gehuldigde oplossing komt overeen met de strekking van de rechtspraak die de gevallen van nietigheid van rechtspleging zooveel mogelijk beperkt.

*
**

In § 3 wordt een regel gesteld die slechts op de termijnen van dagvaarding en van daging van toepassing is.

Indien de dagvaarding gegeven werd binnen een langeren termijn dan door de wet bepaald, kan de verwerende partij de eischende partij aanmanen op een nadere terechtzitting te verschijnen, terwijl zij tevens over den wettelijken termijn kan beschikken.

Die bepaling kwam in het ontwerp van herziening van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, in 1869, eveneens voor onder artikel 28, titel 2, voorafgaande boek.

Hierdoor wordt een einde gemaakt aan de betwistingen over de noodzakelijkheid om bij wijze van exploit te procederen ten einde een te langen termijn te vervroegen.

De aanmaning kan bij akte van pleitbezorger aan pleitbezorger gedaan worden voor de rechtsmachten waar een pleitbezorger vereischt is.

De eischende partij die gedagvaard heeft binnen een langeren termijn dan de wettelijke termijn, kan den termijn slechts vervroegen bij uitdrukkelijke of stilzwijgende toestemming van de verwerende partij.

*
**

Artikel 4 wijzigt artikel 1037 van het wetboek van rechtsvordering waarbij de uren van beteekening en van tenuitvoerlegging worden bepaald.

Bij artikel 1037 wordt bepaald dat geen enkele beteekening of tenuitvoerlegging mag gedaan worden, vóór 6 uur 's morgens en na 6 uur 's avonds tusschen 1 October en 31 Maart, en vóór 4 uur 's morgens en na 9 uur 's avonds, tusschen 1 April en 30 September, evenmin als op de wettelijke feestdagen, ten ware dit geschiede krachtens een toelating van den rechter wanneer er gevaar bij het verwijl is.

De slotbepaling van bedoeld artikel werd door het hof van verbreking zoo in België als in Frankrijk, uitgelegd in dien zin dat aan den rechter, d. w. z., den voorzitter van eersten aanleg, bevoegdheid wordt verleend om in geval er gevaar bij het verwijl is, de tenuitvoerleggingen en beteekeningen toe te laten alleen op de wettelijke feestdagen, bij uitsluiting van de nachturen.

Die rechtspraak heeft immers ten gevolge dat de schouwburgontvangsten 's winters slechts in beslag kunnen worden genomen bij de namiddagvertooningen en voor wat de gedurende den dag gehuurde plaatsen betreft. Zoo ziet men schouwburgondernemers die o. m. aan den fiscus aanzienlijke bedragen schuldig zijn, gedurende jaren hun bedrijf voortzetten zonder ooit hun schuld te betalen.

Artikel 4 heeft tot hoofddoel aan dit misbruik een einde te maken door aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg het recht te verleen en toelating te geven om, in geval van gevaar bij verwijl, de tenuitvoerlegging en de beteekeningen 's nachts te doen.

Het artikel brengt bovendien de normale uren van beteekening en van tenuitvoerlegging in verband met het feit dat 's menschen bedrijvigheid tot een later uur is verlengd. Immers de uren van opstaan en slapen gaan werden, sinds de afkondiging van het wetboek van rechtsvordering, op een veel later uur gesteld.

De tekst voorziet voor de beteekeningen en de tenuitvoerleggingen, dezelfde uren gedurende gansch het jaar. Het bestaan van een verschillend wettelijk uur 's winters en 's zomers, biedt overigens gelegenheid om 's zomers een uur vroeger te beteekenen en ten uitvoer te leggen dan 's winters.

Ten slotte stelt de nieuwe tekst een einde aan de betwisting over de geldigheid van de beteekeningen en tenuitvoerleggingen die buiten de wettelijke uren en dagen gedaan werden. Hij huldigt de door ons hof van verbreking aangenomen oplossing, door op de niet-naleving van de uren en dagen slechts de door de bij artikel 1030 voorziene geldboete te stellen.

*
**

Artikel 5 stelt de bij de artikelen 51 en 57 der wet van 20 Mei 1872 voorziene termijnen voor de wisselbrieven in verband met de voor de andere beteekeningen voorziene termijnen. Daar die termijnen bepaald werden met het oog op de in 1872 bestaande verkeersmiddelen, komen zij niet meer overeen met het tegenwoordig gemak van verkeer.

§ 1. Bij artikel 51 worden zekere termijnen bepaald voor het vorderen van de betaling der wisselbrieven op zicht en de acceptatie of het visum der wisselbrieven op een zekeren termijn, ten einde te vermijden dat de verplichting van degenen die voor trekkingen van dien aard borg staan, niet gedurende een onbepaalden tijd zou kunnen verlengd worden.

Die termijnen verschillen volgens den afstand van het land waar de wissel getrokken is wanneer deze in België betaalbaar is, of van de landen waar hij betaalbaar is wanneer hij van België getrokken werd. De termijn is bepaald op drie maand voor den wisselbrief die op België getrokken is, zoowel van België zelf of van een ander land van Europa. De voorgestelde tekst wijzigt den bij het nieuw artikel 73 bepaalden termijn van dagvaarding niet, welke niet meer dan drie maand bedraagt wat Klein-Azië, Afrika en Amerika betreft en verkort tot vijf maand, zooals bij hetzelfde artikel 71 wordt bepaald, den termijn voor de andere landen.

Bij artikel 57 der wet op de wisselbrieven wordt aan den toonder van een van België getrokken en in het buitenland betaalbaren wisselbrief voorgeschreven zijn vordering in te stellen binnen de bij dit artikel bepaalde termijnen, op straf van een strenge sanctie die bestaat in de vervallenverklaring van zijn recht van verhaal op de personen die borg staan.

De voorgestelde tekst vervangt de door den wetgever van 1872 bepaalde termijnen door degene die bij het nieuwe artikel 73 voor de dagvaardingen bepaald zijn.

De in de artikelen 51 en 57 bepaalde artikelen zijn, in geval van zeeoorlog, verdubbeld voor de overzeesche landen. De voorgestelde tekst handhaaft die bepaling.

Artikel 6 somt achtereenvolgens al de termijnen op waarvan de duur verlengd wordt : De termijnen waarvoor de verlenging om reden van den afstand voor hen die in België wonen wordt afgeschaft bij toepassing van het eerste lid en de termijnen die worden verlengd voor hen die buiten België wonen, bij toepassing van het derde lid van hetzelfde artikel.

Dit artikel geeft geen enkelen nieuwen regel.

Het bepaalt er zich bij de in artikel 1 van dit ontwerp opgenomen beginselen toe te passen op de strafbare feiten die bij onze wetten zijn voorzien.

Dit artikel heeft voor doel de moeilijkheden waartoe de toepassing van de beginselen zou kunnen aanleiding geven te doen verdwijnen en een einde te maken aan alle dubbelzinnigheid omtrent den duur van de termijnen.

De eerste paragraaf bepaalt in hoever, voor hen die in België wonen, de termijnen worden verlengd die onvoldoende zouden worden indien de wetgever er zich bij bepaalde de verlenging om reden van den afstand af te schaffen.

Het is noodig dat door de wet de termijnen die op zes dagen zijn gebracht worden opgesomd, wat betreft de termijnen van minder dan zes dagen wier verlenging om reden van den afstand blijkt uit den algemeenen regel van artikel 1033 en niet uit een bijzondere bepaling.

De opsomming onder § 1 dient beperkend opgevat in zake de termijnen waarvoor de verlenging om reden van den afstand niet bijzonder is voorzien.

Van die termijnen zijn het alleen degenen die onder § 1 zijn vernoemd die worden verlengd. De opsomming onder § 1 is slechts als eenvoudige vermelding bedoeld wat betreft de termijnen waarvoor een verlenging op bijzondere wijze voorzien is. De termijnen van minder dan zes dagen, waarvoor een verlenging om reden van den afstand in een bijzondere bepaling voorzien is, worden, bij toepassing van artikel 1, op zes dagen gebracht, ofschoon zij niet begrepen zijn in de opsomming van artikel 6, § 1, 1^o en 2^o of 3^o.

Over het algemeen worden de termijnen die minder dan zes dagen bedragen maar die om reden van den afstand voor verlenging vatbaar zijn, op zes dagen gebracht zonder verlenging voor hen die in België wonen.

Op dien regel wordt alleen uitzondering gemaakt voor den termijn van dagvaarding voor de rechtbanken van koophandel, den termijn van ter handstelling van het afschrift van het exploit van het executoriaal beslag en den termijn van dagvaarding van de executoriaal beslagen partij in geval van uitstel van den verkoop, termijnen die een dag bedragen die het overdreven zou zijn tot zes te verlengen en waarvoor de voorgestelde duur drie dagen bedraagt.

Op dien regel wordt ook uitzondering gemaakt voor den termijn van dagvaarding voor den werkrechtsherraad, die door den voorgestelden tekst op acht dagen

wordt gebracht ten einde eenheid te brengen in de termijnen van dagvaarding voor die rechtsmacht.

Ten slotte wordt bij § 1, de verlengbare termijn van dertig dagen, voorzien bij artikel 2, 2° lid, van de wet van 25 Augustus 1885, betreffende de koopvernietigende gebreken op zes weken gebracht zonder verlenging om reden van den afstand.

*
**

De § 2, 1°, trekt uitdrukkelijk een zeker aantal bepalingen in waarbij voor hen die in België wonen, verlenging van den termijn wordt voorzien om reden van den afstand.

De opsomming van die bepalingen is niet beperkend bedoeld. Immers de bepalingen die verlenging om reden van den afstand voorzien — de algemeene zoowel als de bijzondere — zijn ingetrokken bij artikel 1 van het ontwerp.

Elke verlenging van termijn om reden van den afstand is ingetrokken, om het even of de bepalingen die ze voorzagen, al dan niet voorkwamen in de opsomming onder artikel 6, § 2.

*
**

§ 2, 2° trekt de bepalingen in van de artikelen 5 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering en 146 van het wetboek van strafvordering, die bepalen dat de dagvaardingen nietig zijn indien de termijnen niet worden in acht genomen. Deze bepaling is het onmiddellijk gevolg van die voorzien bij artikel 3, § 2, 3°, 1° lid, luidens welke de niet inachtneming van den termijn nooit de nietigheid van de aangezegde akte of van het betekende exploit voor gevolg heeft.

Wat betreft de niet inachtneming van de termijnen zullen voor de dagvaardingen voor den vrederechter zoowel in burgerlijke zaken als in strafzaken dezelfde regelen gelden als voor de dagvaardingen voor de rechtbanken van eertsen aanleg en de dagvaardingen voor de correctioneële rechtbanken.

De niet inachtneming van den termijn van dagvaarding voor den vrederechter zal niet meer de nietigheid van de dagvaarding noch de verplichting om opnieuw te dagvaarden voor gevolg hebben. Zij zal slechts dan de nietigheid van het vonnis voor gevolg hebben, indien het vonnis werd gewezen bij verstek of niettegenstaande de conclusiën van den gedaagde om te wachten tot na het verstrijken van den wettelijken termijn.

*
**

De derde paragraaf van artikel 6 is niets anders dan de toepassing van den regel gesteld in het laatste lid van artikel 1 van het ontwerp. In § 3 worden de artikelen die verlengbare termijnen stellen, aangevuld door de bepaling, dat de termijn zal verlengd worden voor hen die buiten België wonen overeenkomstig artikel 73 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De opsomming van artikelen in § 3 dient beperkend opgevat inzake de termijnen waarvoor geen verlenging om reden van den afstand speciaal was voorzien.

De opsomming is slechts als vermelding bedoeld wat betreft de termijnen waarvoor een verlenging op bijzondere wijze is voorzien en wier vervanging door de bij artikel 72 voorziene termijnen ontstaat uit de toepassing van den algemeenen regel gesteld bij artikel 1, 3° lid, van het ontwerp.

*
**

Artikel 7 voert een algemeen gevraagde hervorming door, de afschaffing namelijk van het verval van de bij verstek gewezen vonnissen, bij artikel 156 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering voorzien, en de afschaffing van het verval van instantie voorzien bij de artikelen 397 tot 401 en 469 van hetzelfde wetboek.

Het verval van de bij verstek gewezen vonnissen heeft voor gevolg de tenuitvoerlegging er van soms onmogelijk te maken, en met een gedeelte van de rechtspraak wordt aangenomen dat de bij artikel 583 voorziene termijn om reden van den afstand kan verlengd worden bij toepassing van artikel 1033.

Uit den tekst van artikel 156 blijkt dat het vonnis bij verstek gewezen tegen een partij die geen pleitbezorger heeft gesteld, geheel en volstrekt nietig is, indien het niet ten uitvoer is gelegd binnen de zes maanden na zijn datum.

Welnu, opdat een vonnis worde ten uitvoer gelegd, moet het executoriaal beslag worden voorafgegaan van een bevel, beteekend met inachtneming van de termijnen. Deze eisch van de rechtspraak kan dit gevolg hebben : een verweerder woont in Australië, hij heeft geen pleitbezorger gesteld, een vonnis bij verstek wordt in België tegen hem gewezen. Dit vonnis moet hem worden beteekend, en moet daarom worden gelicht, hetgeen ten minste een maand vraagt; daarenboven moet hem een bevel worden beteekend, en daar de termijn in acht te nemen tusschen het bevel en de beslaglegging ten minste vijf maanden bedraagt, is er veel kans dat het vonnis zal vervallen zijn voor dat het zal kunnen ten uitvoer worden gelegd.

Het bij artikel 156 voorziene verval bestaat, volgens de voorbereidende werken van het wetboek van rechtsvordering, om geen andere reden dan om een knoeierij te beletten die vaak werd gepleegd onder de vroegere rechtspraak, waar de eischer beschikte over dertig jaar om een vonnis, bij verstek gewezen om reden van niet verschijning, te doen ten uitvoer leggen, en de verweerder slechts acht dagen had om ertegen verzet te doen : de eischer wachtte totdat die termijn van acht dagen verstreken was — waarna het vonnis definitief werd — om het ten uitvoer te leggen tegen den verweerder die misschien niets wist van den eisch en alzoo ontwapend stond tegen vervolgingen die hij redelijker wijze niet moest verwachten. Welnu, aangezien het verzet tegen vonnissen bij verstek gewezen om reden van niet verschijning thans mogelijk is tot aan de tenuitvoerlegging en tot op het oogenblik waarop zij geschiedt, heeft de verweerder niet meer te vreezen dat de tenuitvoerlegging tegen hem worde vervolgd, terwijl het verzet reeds zou zijn gedaan (GARSONNET en Cesar BRU, *Traité de procédure*, Boek 6, 3^e Uitg., n^o 267).

Artikel 156 is trouwens van niet het minste nut meer sinds het in de leer en in de rechtspraak — en dit zoowel in België als in Frankrijk — vaststaat dat het verval van het vonnis geen afbreuk doet aan de doeltreffendheid van de procedure die dat vonnis voorafging, dat het de geldigheid van de dagvaarding die tot het vervallen vonnis heeft geleid laat bestaan, zoodat het den eischer die het vonnis heeft laten vervallen, vrij staat er een ander te bekomen zonder nieuwe dagvaarding, zonder zelfs dagstelling te geven noch zonder de in gebreke blijvende partij aan te manen om te verschijnen.

Het behoud in onze wetgeving van artikel 156 is door niets gewettigd, zelfs dan niet wanneer het gevaar, waarop hooger inzake de tenuitvoerlegging werd gewezen, zou verdwijnen ten gevolge van de aanneming van artikel 3 van het wetsontwerp dat voor gevolg heeft den termijn van artikel 583 vooraf vast te stellen.

• Trouwens het grootste deel van de rechtspraak en van de leer zegt dat arti-

kel 156 niet van toepassing is op de door de vrederechters gewezen vonnissen zoomin als op de arresten van het hof van verbreking. De ondervinding is daar om te bewijzen dat het uitblijven van het verval inzake de beslissingen van die rechtsmachten nooit tot misbruiken of tot moeilijkheden aanleiding heeft gegeven.

*
**

De intrekking van artikel 156 van het wetboek van Burgerlijke rechtsvordering heeft logischerwijze voor gevolg het wegvallen van de verwijzing naar dit artikel in artikel 643 van boek 4, van het wetboek van koophandel, waarbij artikel 156 wordt toepasselijk gemaakt op de verstekvonnissen door de rechtbanken van koophandel.

Artikel 7 van het ontwerp doet daarenboven het verval van instantie verdwijnen, dat geregeld is bij de artikelen 397 tot 401 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Er bestaat geen twijfel of de leer en de rechtspraak streven naar een beperking van de gevallen van toepassing van het verval van instantie, dat de partijen die te kwader trouw zijn, maar al te dikwijls in de mogelijkheid stelt om een billijke veroordeeling te ontduiken.

Het is daarom dat het in de belangrijke rechtbanken een algemeen gebruik is geworden, een verklaring van de pleitbezorgers strekkende tot het behoud van de gedingen op de rol, ter gelegenheid van de algemeene oproeping, aan te teekenen in het zittingsblad en zoodoende het vervallen van al de gedingen te beletten. In die jurisdicties is het verval van instantie feitelijk niet meer van toepassing.

De intrekking van de voortaan nuttelooze artikelen 397 tot 401 ware na den oorlog verwezenlijkt geworden, indien de partijen zich over het algemeen niet onthouden hadden de toepassing er van te vragen.

*
**

De afschaffing van het verval van instantie heeft noodzakelijkerwijze de intrekking voor gevolg van artikel 469 van het wetboek van rechtsvordering dat de gevolgen van het verval betreffende zaken in hooger beroep regeit.

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.



CHAMBRE
des Représentants.

PROJET DE LOI

**sur les délais et significations en
matières civile, commerciale et
répressive.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir. Salut

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter en Notre Nom aux
Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est supprimée toute augmentation
de délai légal à raison de la distance
pour les personnes qui demeurent en
Belgique.

Les délais pour lesquels une aug-
mentation est spécialement prévue
sont portés à six jours, sauf les excep-
tions ci-après déterminées, à moins
que la loi n'ait établi un délai plus
long.

Pour les personnes qui demeurent
hors de la Belgique, ces délais sont
augmentés, le cas échéant, conformé-
ment à l'article 73 du code de procé-
dure civile.

ART. 2.

L'article 73 du code de procédure
civile est modifié comme suit :

Le délai ordinaire des ajournements
en faveur des personnes qui n'ont en

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

WETSONTWERP

**betreffende de termijnen en betee-
keningen in burgerlijke zaken,
handelszaken en strafzaken.**

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLEUTEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen Naam bij de wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Is afgeschaft elke verlenging van
wettelijken termijn om reden van den
afstand voor de personen die in België
wonen.

De termijnen, waarvoor een ver-
lenging speciaal voorzien is, worden,
behoudens de hierna vermelde uit-
zonderingen, op zes dagen gebracht,
tenzij bij de wet een langer termijn
werd bepaald.

Voor de personen, die buiten Bel-
gië wonen, worden die termijnen des-
gevallend verlengd overeenkomstig ar-
tikel 73 van het wetboek van burger-
lijke rechtsvordering.

ART. 2.

Artikel 73 van het wetboek van
burgerlijke rechtsvordering wordt
gewijzigd als volgt :

De gewone termijn van de dag-
vaardingen ten behoeve van de per-

Belgique ni domicile, ni résidence, est de :

quinze jours pour celle qui demeurent dans la France continentale et dans le Grand-Duché de Luxembourg;

un mois pour celles qui demeurent dans les autres pays de l'Europe, la Russie exceptée;

deux mois pour celles qui demeurent en Russie, Algérie, Tunisie et Maroc, dans les Etats Unis d'Amérique et au Canada;

trois mois pour celles qui demeurent dans les autres pays de l'Afrique et de l'Amérique et dans l'Asie mineure;

cinq mois pour celles qui demeurent dans les autres pays.

Dans les cas qui requièrent célérité, ces délais sont susceptibles d'abréviation.

ART. 3.

L'article 1033 du code de procédure civile est modifié comme suit :

§ 1. — Tout délai quelconque en matière civile, commerciale et répressive est soumis aux règles suivantes :

1. Les délais qui sont fixés par jour se comptent de jour à jour; ceux qui sont fixés par mois ou par année se comptent de quantième à veille de quantième, selon le calendrier grégorien;

2. Le jour de l'acte qui est le point de départ d'un délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai, si celui-ci est qualifié franc;

3. Les jours fériés sont compris dans les délais. Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au plus prochain jour ouvrable;

§ 2. — Tout délai de notification

sonen die in België woonplaats noch verblijfplaats hebben, bedraagt :

vijftien dagen voor hen die incontinentaal Frankrijk en in het Groot Hertogdom Luxemburg wonen;

een maand voor hen die in de andere landen van Europa, Rusland uitgezonderd, wonen;

twee maanden voor hen die in Rusland, Algerië, Tunisië en Marocco, in de Vereenigde Staten van Amerika en in Canada wonen;

drie maanden voor hen die in de andere landen van Afrika en van Amerika en in Klein-Azië wonen;

vijf maanden voor hen die in de andere landen wonen.

In de spoedeisende gevallen kunnen die termijnen verkort worden.

ART. 3.

Artikel 1033 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. — Voor om het even welken termijn in burgerlijke zaken, handelszaken en strafzaken gelden de volgende regelen :

1. De termijnen die in dagen zijn gesteld, worden van dag tot dag berekend; degenen die in maanden of in jaren zijn gesteld, worden berekend van den zooveelsten tot daags vóór den zooveelsten, volgens den Gregoriaanschen kalender;

2. De dag van de akte die het aanvangspunt van een termijn is, wordt daarin niet begrepen. De vervaldag wordt in den termijn gerekend indien deze niet vrije termijn wordt genoemd.

3. De feestdagen zijn in de termijnen begrepen. Wanneer echter de laatste dag, voorzien om een rechtshandeling te verrichten, een wettelijke feestdag is, dan wordt de termijn verlengd tot den eerstvolgenden werkdag;

§ 2. — Voor elken termijn van aan-

d'acte, de signification d'exploit est soumis aux règles suivantes :

1. Lorsque la notification d'un acte ou la signification d'un exploit est faite à personne ou à domicile, élu, le notifié ou le signifié est assimilé, pour la fixation des délais, aux habitants du lieu dans lequel il est trouvé ou dans lequel il a élu domicile;

2. Dans les cas qui requièrent célérité, les délais qui sont susceptibles d'augmentation en faveur des personnes qui demeurent hors de la Belgique, peuvent être abrégés par les présidents des cours et tribunaux ou, le cas échéant, par le juge de paix.

L'ordonnance abrégative est transcrite sur la copie de l'exploit, à peine de nullité de celui-ci.

3. Lorsque la notification ou la signification d'un acte a été faite à un délai moindre que le délai légal, il est sursis, à peine de nullité, à toute procédure non contradictoire jusqu'à l'expiration du délai légal. L'inobservation du délai n'entraîne jamais nullité de l'acte notifié ou de l'exploit signifié:

Si les cours et tribunaux ont des raisons de croire que la personne signifiée ou notifiée n'a pas disposé d'un délai suffisant, ils peuvent proroger les délais pour le terme qui leur paraît convenable.

§ 3. — Tout délai quelconque d'ajournement ou de citation est soumis à la règle suivante :

Lorsque l'assignation a été faite à un délai plus long que celui prévu par la loi, le défendeur peut sommer le demandeur à comparaître à une audience plus rapprochée.

zeggings van akte, van beteekening van exploit gelden de volgende regelen :

1. Wanneer de aanzegging van een akte of de beteekening van een exploit gedaan wordt aan den persoon of aan de gekozen woonplaats, dan wordt de aangezegde of de beteekende, voor de vaststelling van de termijnen, gelijkgesteld met de inwoners van de plaats waar hij wordt gevonden of waar hij woonplaats heeft gekozen.

2. In spoedeisende gevallen, kunnen de termijnen die voor verlenging vatbaar zijn ten behoeve van personen die buiten België wonen, verkort worden door de voorzitters van de hoven en rechtbanken of desgevallend, door den vrederechter.

De beschikking tot verkorting wordt overgeschreven op het afschrift van het exploit, op straffe van nietigheid van dit laatste.

3. Wanneer de aanzegging of de beteekening van een akte gedaan werd op een korteren termijn dan de wettelijke, dan wordt, op straf van nietigheid, elke niet op tegenspraak gevoerde rechtspleging uitgesteld totdat de wettelijke termijn verstreken is. De niet-inachtneming van den termijn heeft nooit de nietigheid van de aangezegde akte of van het beteekend exploit ten gevolge.

Indien de hoven en rechtbanken redenen hebben om te denken dat de beteekende of aangezegde persoon niet beschikt heeft over een, voldoende termijn, kunnen zij de termijnen verlengen voor den tijd dien zij gepast oordeelen.

§ 3. — Voor elken termijn van dagvaarding of van daging geldt de volgende regel :

Wanneer de dagvaarding of daging gedaan is op een langeren termijn dan door de wet voorzien is, kan de verweerder den eischer aanmanen om op een vroegere terechtzitting te verschijnen.

ART. 4.

L'article 1037 du code de procédure civile est modifié comme suit :

Aucune signification ni exécution ne peut, à peine de l'amende prévue par l'article 1030, être faite avant cinq heures du matin ou après neuf heures du soir, non plus qu'un jour de fête légale, si ce n'est, en cas d'urgence, en vertu d'une autorisation du président du tribunal de première instance.

ART. 5.

§ 1. — Les délais de paiement, d'acceptation ou de visa prévus par l'article 51 de la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change sont portés à :

1. Trois mois pour les lettres de change tirées sur la Belgique des pays de l'Europe, d'Asie Mineure, des pays de l'Afrique et de l'Amérique et pour celles tirées de la Belgique sur les dits pays.

2. Cinq mois pour les lettres de change tirées sur la Belgique des autres pays et pour celles tirées de la Belgique sur les autres pays.

§ II. — Les délais de poursuite établis par l'article 57 de la même loi sont remplacés par ceux de l'article 72 du code de procédure civile.

ART. 6.

§ I. — Sont portés pour les personnes qui demeurent en Belgique :

1. A trois jours, les délais prévus par les articles 416, 602, 614 du code de procédure civile ;

2. A six jours, les délais prévus par les articles 411 alinéa premier et 439 alinéa deuxième du code civil, 5 alinéa

ART. 4.

Artikel 1037 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt gewijzigd als volgt :

Geen beteekening noch tenuitvoerlegging mag, op straf van de bij artikel 1030 voorziene geldboete, gedaan worden vóór vijf uur 's morgens of na negen uur 's avonds, zoomin als op een wettelijken feestdag, tenzij in geval van hoogdringendheid krachtens een vergunning van den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg.

ART. 5.

§ 1. — De termijnen van betaling, van acceptatie of van visum, voorzien bij artikel 51 van de wet van 20 Mei 1872 op den wisselbrief worden gebracht op :

1. Drie maanden voor de wisselbrieven op België getrokken van de landen van Europa, van Klein-Asie, van de landen van Afrika en van Amerika, en voor de wisselbrieven van België getrokken op voornoemde landen.

2. Vijf maanden voor de wisselbrieven van de andere landen op België getrokken en voor de wisselbrieven van België op de andere landen getrokken.

§ II. — De termijnen van vervolging bepaald bij artikel 57 van dezelfde wet worden vervangen door de termijnen bepaald bij artikel 72 van het wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

ART. 6.

§ 1. — Worden voor hen die in België wonen gebracht :

1. Op drie dagen, de termijnen voorzien bij de artikelen 416, 602, 614, van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering ;

2. Op zes dagen, de termijnen voorzien bij de artikelen 411, eerste lid, en 439, tweede lid, van het burgerlijk

premier, 20 alinéa premier, 260, 261, 882 du code de procédure civile, 509, alinéa troisième du code de commerce, en tant qu'il est relatif à la convocation des créanciers, par les articles 146 alinéa premier et 184 alinéa premier du code d'instruction criminelle, 6 de la loi du 15 août 1854 sur la saisie des rentes; les délais de cinq jours prévus à l'article 9 alinéas premier et troisième de la même loi; les délais prévus par l'article 82 alinéa 1 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et par le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 25 août 1885 relative aux vices rédhibitoires;

3. A huit jours, les délais réglés par le dernier alinéa de l'article 52 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes;

4. A six semaines, le délai de trente jours prévu par l'article 2 alinéa deuxième de la loi du 25 août 1885 relative aux vices rédhibitoires.

§ II. — Sont abrogées :

1. Les dispositions portant augmentation de délais à raison des distances pour les personnes qui demeurent en Belgique, dans les articles visés au § I^{er}, 1^o, 2^o et 3^o et dans les articles 16, 175, 563, 564, 763 et 993 du code de procédure civile, 187 et 203 du code d'instruction criminelle, 32 alinéa premier, 55 alinéa premier, 62 alinéa troisième et 70 alinéa deuxième de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée, 56 alinéa troisième de la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change, 2 alinéa troisième, 3 alinéas premier et troisième et 5 alinéa deuxième de la loi du 25 août 1885, relative aux vices rédhibitoires, et 85 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes ;

wetboek, 5, eerste lid, 20, eerste lid, 260, 261, 882 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, 509, derde lid, van het wetboek van koop-handel, voor zoover het betrekking heeft op de oproeping van de schuldeischers, bij de artikelen 146, eerste lid, en 184, eerste lid, van het wetboek van strafvordering, 6 van de wet van 15 Augustus 1854 op de inbeslag-neming van renten; de termijnen van vijf dagen voorzien bij artikel 9, eerste en derde lid, van dezelfde wet; de termijnen voorzien bij artikel 82, eerste lid, van de wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtshraden en bij het laatste lid van artikel 2 van de wet van 25 Augustus 1885 betreffende de koopvernietigende gebreken;

3. Op acht dagen, de termijnen geregeld bij het laatste lid van artikel 52 der wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtshraden ;

4. Op zes weken, de termijn van dertig dagen voorzien bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 25 Augustus 1885 op de koopvernietigende gebreken ;

§ II. — Vervallen :

1. De bepalingen houdende verlenging van de termijnen om reden van den afstand, voor de personen die in België wonen, in de artikelen bedoeld bij § I, 1^o, 2^o en 3^o en in de artikelen 16, 175, 563, 564, 763 en 993 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, 187 en 203 van het wetboek van strafvordering, 32, eerste lid, 55, eerste lid, 62, derde lid en 70, tweede lid, van de wet van 15 Augustus 1854 op de gedwongen onteigening, 56, derde lid, van de wet van 20 Mei 1872 op den wisselbrief, 2, derde lid, 3, eerste en derde lid, en 5, tweede lid, van de wet van 25 Augustus 1885, betreffende de koopvernietigende gebreken, en 85 van de wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtshraden ;

2. Les dispositions des articles 5 du code de procédure civile et 146 du code d'instruction criminelle, portant nullité des actes signifiés.

§ 3. — Sont complétés par la mention :

« Le délai sera augmenté pour les personnes qui demeurent hors de la Belgique conformément à l'article 73 du code de procédure civile ».

les articles visés au paragraphe 2, 1^{er} et les articles 253 du code civil en tant qu'il est relatif au droit d'appel, 257, 436, 443, 483, 669, 809, du code de procédure civile, 23 de la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel de la petite bourgeoisie commerciale et industrielle, 643 du livre IV du code de commerce, 174 du code d'instruction criminelle, en tant qu'il est relatif à l'appel des jugements par défaut, et 9 de la loi du 15 août 1912 sur la protection de l'enfance.

ART. 7.

Sont abrogés les articles 156, 397 à 401, 445, 469 et 486 du code de procédure civile, et la mention de l'article 156 dans l'article 643 du livre IV du code de commerce.

Donné à Kongolo, le 24 juillet 1928.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON

2. De bepalingen van de artikelen 5 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering en 146 van het wetboek van strafvordering betreffende de nietigheid van de beteekende akten.

§ 3. — Worden aangevuld door de vermelding :

« De termijn zal worden verlengd voor de personen die buiten België wonen, overeenkomstig artikel 73 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering ».

de bij paragraaf 2, 1^{er} bedoelde artikelen en de artikelen 263 van het burgerlijk wetboek voor zoover het betrekking heeft op het recht van hooger beroep, 257, 436, 443, 483, 669, 809 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, 23 van de wet van 25 October 1919 betreffende het beroepskrediet ten laste van de kleine burgerij in handel en nijverheid, 643 van Boek IV van het wetboek van koophandel, 174 van het wetboek van strafvordering, voor zoover het betrekking heeft op het hooger beroep van bij verstek gewezen vonnissen, en 9 van de wet van 15 Augustus 1912 op de kinderbescherming.

ART. 7.

Vervallen de artikelen 156, 397 tot 401, 445, 469 en 486 van het wetboek van burgerlijk rechtsvordering en de vermelding van artikel 156 in artikel 643 van boek IV van het wetboek van koophandel.

Gegeven te Kongolo, den 24^{en} Juli 1928.

Van 's Konings wege .
De Minister van Justitie.